

**Les politiques culturelles publiques au défi de l'inclusion :
musées, universités et associations publiques à Delhi, Kolkata,
Malmö et Saint-Denis**
**Public cultural policies and the challenge of inclusion:
Museums, universities and public associations in Delhi,
Kolkata, Malmö and Saint-Denis**

Anne-Marie Autissier

Volume 9, numéro 1, été 2024

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1112702ar>
DOI : <https://doi.org/10.18192/clg-cgl.v9i1.7151>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre d'étude en gouvernance, Université d'Ottawa

ISSN

1911-7469 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Autissier, A.-M. (2024). Les politiques culturelles publiques au défi de l'inclusion : musées, universités et associations publiques à Delhi, Kolkata, Malmö et Saint-Denis. *Culture and Local Governance / Culture et gouvernance locale*, 9(1), 52-85. <https://doi.org/10.18192/clg-cgl.v9i1.7151>

Résumé de l'article

Avec des situations fédérales, nationales et locales extrêmement différentes, il est intéressant de constater que certaines institutions publiques – universités, musées, centres de recherche, associations - font leur possible pour intégrer des personnes exclues de leurs activités. Des pratiques et des savoirs transnationaux tendent à se constituer dans l'optique de l'Agenda 21 pour la culture, des droits culturels et de la Convention UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles.

© Anne-Marie Autissier, 2024



Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Les politiques culturelles publiques au défi de l'inclusion : musées, universités et associations publiques à Delhi, Kolkata, Malmö et Saint-Denis

Anne-Marie Autissier

Institut d'études européennes de Université Paris 8, France

Résumé : Avec des situations fédérales, nationales et locales extrêmement différentes, il est intéressant de constater que certaines institutions publiques – universités, musées, centres de recherche, associations - font leur possible pour intégrer des personnes exclues de leurs activités. Des pratiques et des savoirs transnationaux tendent à se constituer dans l'optique de l'Agenda 21 pour la culture, des droits culturels et de la Convention UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles.

Mots clé : Politiques culturelles participatives, inclusion, renforcement de la jeunesse, Agenda 21 pour la culture

Abstract : With extremely different federal, national and local situations, it is interesting to note that some public institutions - universities, museums, research centres, associations - are doing their best to integrate staff and members of the public who are excluded from their activities. Transnational practices and knowledge are tending to emerge from the perspective of Agenda 21 for culture, cultural rights and the UNESCO Convention on the Protection and Promotion of the Diversity of Cultural Expressions.

Keywords: Participative cultural policies, inclusion, youth enforcement, Agenda 21 for culture

Introduction

L'enquête qualitative dont les résultats suivent, a été réalisée en Inde (Delhi, Kolkata, mars-juillet 2018), en Suède (Malmö, novembre 2018 et mars-avril 2019) et en France métropolitaine (Saint-Denis, fin 2019-début 2020). Le principal objectif de cette recherche était de comprendre comment dans quatre villes, les institutions culturelles et artistiques développent des stratégies pour inclure parmi leurs participant.e.s, des personnes éloignées des mondes artistiques et culturels pour différentes raisons : culture d'origine éloignée de la culture du territoire d'accueil, exclusion des mécanismes culturels dominants, situation de handicap.

Agrégée de Lettres Modernes et PhD en Sociologie, Anne-Marie Autissier est Membre du CRESPPA- LabTop et maître de conférences émérite à l'Institut d'études européennes de l'Université Paris 8. Email: amautissier@wanadoo.fr

Culture and Local Governance / Culture et gouvernance locale, vol. 9, no. 1, 2024. ISSN 1911-7469
Centre on Governance, University of Ottawa, 120 university, Ottawa, Ontario, Canada K1N 6N5

Le choix des quatre terrains d'enquête a été déterminé en fonction de différents critères : ressources municipales, nationales et/ou fédérales, antériorité des relations de l'auteure avec des responsables administratifs... En Inde, Delhi, en tant que capitale de l'État de Delhi, mais aussi de la fédération indienne, se trouve au coeur des tensions entre centre politique et politiques d'accueil. Quant à Kolkata, ex-capitale des Indes britanniques, elle incarne à la fois le passé d'une certaine Inde et un présent multiculturel fort qui résiste aux coups de boutoir d'une Inde gouvernementale unie sous la seule bannière de la langue hindi et de l'hindouisme. Dans le cas des deux villes européennes - Malmö et Saint-Denis, leurs caractéristiques ont conduit à les comparer : deux cités qui ont subi une désindustrialisation sévère et cherché les moyens de la surmonter, deux villes qui, de longue date, ont accueilli des étranger.e.s de tous horizons.

Selon nos interlocuteurs indiens - Institute for European Studies, JNU, Delhi, Mahanirban Calcutta Research Group, Kolkata -, il était important de comprendre en quoi les moyens déployés en Europe et en Inde s'avéraient différents et en quoi le multiculturalisme pratiqué en Inde se reflétait ou non dans les initiatives urbaines européennes et tendait à remplir le différentiel entre l'Europe « terre d'accueil » et les difficultés liées à l'intégration des non nationaux, et spécifiquement, des musulmans. Outre la question des migrant.e.s présente en Inde, la politique à l'endroit des basses castes et des minorités historiques, dessine un paysage inachevé. Du point de vue européen, il s'agissait de repérer comment, dans un contexte socio-politique extrêmement différent, des initiatives étaient possibles, avec quels moyens et sous quelles contraintes.

L'une des questions fondamentales est de savoir à la fois comment migrant.e.s et réfugié.e.s sont accueilli.e.s dans les pays où ils arrivent, mais aussi la façon dont ils/elles perçoivent leur mobilisation identitaire dans ce contexte.

L'index de l'Université de Queen (Canada), apporte un éclairage sur ces questions : il se décline en sept points : 1) l'affirmation constitutionnelle ou législative ; 2) l'inclusion de la représentation ethnique dans le mandat des médias publics ; 3) la dérogation aux codes vestimentaires etc. ; 4) l'autorisation de la double citoyenneté ; 5) le financement des organisations des groupes ethniques pour soutenir leurs actions culturelles ; 6) le financement de l'éducation bilingue ou de l'enseignement dans la langue maternelle ; 7) une action positive pour les groupes d'immigrants défavorisés (Tawat, 2018)

En regard, selon l'auteur John Berry (Berry, 2013), les migrant.e.s développent 4 types de stratégies : 1) forte identification à la culture d'accueil – assimilation ; 2) faible identification à la culture d'accueil ou d'origine – marginalisation ; 3) forte identification à la culture d'origine – séparation ; 4) forte identification à la culture d'accueil et d'origine – intégration. Et nous pourrions compléter ce tableau en ajoutant une transversale à tous ces comportements : l'imaginaire des migrant.e.s et réfugié.e.s dans un monde connecté (Appadurai, 2015). Le chercheur suédois Mahama Tawat insiste sur les malentendus et controverses liés à la notion de multiculturalisme dans les études sur les migrations. Est également soulignée la différence de traitement entre minorités historiques et migrant.e.s et réfugié.e.s (Tawat, 2018). La Suède reconnaît 5 minorités : les Juifs, les Roms, les Samis, les Finlandais de Suède et les Tornédaliens.

Politiques culturelles et institutions nationales : quelle marge de manœuvre, quelles contraintes ?

Notre recherche est loin d'être exhaustive; nous nous concentrons donc sur quelques analyses. Notre investigation commence avec les politiques culturelles indiennes.

Une affaire de politique publique mais aussi de volonté citoyenne : la question des quotas

Décidés par la Cour suprême d'Inde, les quotas en faveur des « personnes dites socialement plus faibles » sont les suivants : 15% pour les basses castes, 7,5% en faveur des peuples premiers, et, avec un pourcentage variant selon les États fédérés, environ 27% pour les OBC (autres classes arriérées). Ces quotas sont applicables dans les administrations publiques, dans les assemblées et dans l'enseignement public. Ces mesures devaient être transitoires. Or elles se sont révélées permanentes jusqu'à aujourd'hui.

Mais revenons sur la signification des castes : selon le *Manusmriti* ou Code des lois (2ème siècle de notre ère), les droits et différents devoirs des varnas – rangs - sont ainsi définis : les Brahmanes sont les prêtres, les savants et les lettrés. Les Kshatriyas sont les guerriers chargés de garantir l'ordre. Les Vaishyas sont des agriculteurs, des éleveurs, des artisans et des commerçants. Les Shudras sont les travailleurs les moins élevés dans la hiérarchie. Tel est l'ordre et, bien entendu, à de multiples reprises, il se trouve subverti, notamment entre les Vaishyas et les Shudras.

Selon Thomas Piketti (Piketti, 2019), du fait de la présence des Moghols de 1526 à 1707, un syncrétisme unique s'est opéré entre hindous et musulmans en Inde. Or les Britanniques ont choisi de s'appuyer sur les hautes castes. Les recensements coloniaux ont eu lieu de 1871 à 1941. « Ils ont profondément transformé les structures sociales, et abouti dans de nombreux cas, au durcissement des frontières entre groupes autrefois flexibles ».

L'accès aux fonds étrangers

En dehors des fonds publics privés indiens, l'autre possibilité pour obtenir des ressources est d'avoir un compte à l'étranger. La procédure paraît simple et, de surcroît, commune à beaucoup de pays. Pourtant, depuis quelques années, elle s'est beaucoup rigidifiée et surtout, elle est de plus en plus soumise au bon vouloir des autorités indiennes.

Une polémique avait éclaté en 2015, à propos de Greenpeace-Inde, accusée de ne pas respecter la législation encadrant le recours à des financements étrangers pour des activités caritatives et politiques dans le pays. L'acte qui régule les contributions étrangères faites à des ONG indiennes

(Foreign Contribution Regulation Act, FCRA) date de 1976. Il a été amendé en 2010, puis en septembre 2020. Il est désormais fait obligation à toutes les ONG recevant des fonds étrangers, de les déclarer à Delhi dans une banque succursale de la State Bank of India (banque d'État de l'Inde), ou au moins que le compte sur lequel les fonds sont reçus, soit relié officiellement à cette banque. De plus, les motifs de « danger pour l'intérêt national », « d'activités politiques » sont régulièrement utilisés, sans compter « la non remise en temps et en heure », des documents exigés. La surveillance se renforce donc sur les ONG indiennes, à tel point que la Commission juridique internationale accuse la FCRA d'être « un outil pour réduire au silence les organisations indiennes de la société civile » (Singh, *The Indu*, 2021). Depuis 2014, le gouvernement a annulé les licences FCRA de 19 000 ONG. Le 10 septembre 2020, les comptes d'Amnesty International Inde ont été gelés, au motif qu'elle avait détourné les prescriptions de la FCRA. Amnesty International n'a eu d'autre choix que de fermer son bureau indien.

La responsabilité sociale des entreprises (RSE) : une faible part pour la culture

En 2013, l'Inde a été le premier pays à adopter une loi sur la RSE. L'article 135 de la Companies Act, oblige les grandes entreprises indiennes et étrangères à consacrer 2 % de leur bénéfice net moyen des trois dernières années à la RSE (BBC, 2021) – lutte contre la pauvreté, éducation, égalité des sexes et santé.

Delhi et Kolkata, des mégaloilles symboliques des contradictions indiennes

Les comptoirs européens ont donné naissance à de grandes villes – Chennai (ex-Madras), Mumbai (ex-Bombay) et Kolkata (ex-Calcutta). Delhi et Kolkata ont dû accueillir des réfugié.e.s hindou.e.s en nombre, en 1947, après la partition de l'Inde : plus de 2 millions du Pakistan occidental pour Kolkata et plus d'un million pour Delhi. De plus, en 1971, Kolkata a reçu plus d'un million de réfugié.e.s du Bangladesh. Du coup, ces deux villes – avec Mumbai – sont devenues les têtes de pont d'un réseau pan-indien cosmopolite (Singaravélou, 2000).

En même temps, elles présentent les signes positifs et négatifs de l'urbanisation : pollution, secteur informel à hauteur de 2 à 3 millions de personnes, face à un secteur formel qui emploie d'un tiers à la moitié de la population active. Kolkata comptait 11 millions d'habitant.e.s en 2000, Delhi, 8,4 millions d'habitant.e.s à la même époque, respectivement la première et la troisième ville d'Inde en termes de population.

Une fois signalés ces écueils, il convient de mesurer dans quelle mesure les institutions publiques indiennes relaient les enjeux d'ouverture aux publics éloignés. Nous nous sommes concentrée sur des organisations universitaires et des musées.

Des écoles et des universités engagées pour la diversité des origines et des thématiques

La Jawaharlal Nehru University (JNU), une université prestigieuse et malmenée

L'Université Jawaharlal Nehru est la principale université d'Inde et un centre d'enseignement et de recherche de renommée mondiale. Elle compte plusieurs départements reconnus « centres d'excellence » par la Commission des bourses universitaires.

Créée par une loi du Parlement en 1966, l'originalité de l'Université Jawaharlal Nehru et due à l'idée que les débats intellectuels sont essentiels à la formation des jeunes et que la diversité des opinions est la base de l'exploration intellectuelle. Elle a fait tout son possible pour intégrer des étudiant.e.s pauvres grâce à un système de points.

Le Centre pour les études européennes de la JNU est l'un de nos partenaires académiques de référence en Inde. Nous avons donc voulu nous intéresser aux activités de son École d'Art et d'Esthétique et avons rencontré deux enseignants de ce département : le professeur Y.S. Alone, professeur de l'histoire de l'art et le maître de conférences Dr Brahma Prakash, spécialiste de théâtre (entretiens du 7 mai 2018, Delhi).

Y.S. Alone, explique qu'à travers la nomination d'un vice-chancellor (recteur) de la JNU, le BJP a entrepris une vendetta destructrice. Il a fait démissionner plusieurs doyens. La JNU est dans la ligne de mire parce que trop de gauche, trop critique, trop libre...

En 2018, la JNU se trouvait déjà en état de siège, avec des occupations étudiantes. Mais ce qui s'est produit le 5 janvier 2020, a surpassé toutes les attaques précédentes. 100 hooligans masqués et armés de barres de fer ont attaqué les étudiant.e.s et les enseignant.e.s de la JNU pendant 2 heures, avant que les forces de police atteignent le campus. Près de 40 personnes ont été blessées. La police a laissé les attaquants s'enfuir. Plus d'un an après l'attaque, les enseignant.e.s et étudiant.e.s de la JNU attendaient toujours l'identification et l'arrestation des assaillants (The New Indian Express, 2021).

Le Sanskrit College et université

Lorsque nous l'avons revue, Paola Banerjee était depuis sept mois à la tête du Sanskrit College et université, compte non tenu de son engagement remarquable dans le Calcutta Research Group (entretien du 3 juillet 2018, Kolkata). Le Sanskrit College et université comprend dix départements dont l'indologie, l'histoire, la philosophie, la littérature et les sciences politiques, l'archéologie, la linguistique. Il contient un fond de 22 000 manuscrits en sanscrit. Dans son corps enseignant, il compte des Dalits et des musulmans, dont le plus proche assistant de Paola Banerjee. Selon elle, la question des castes n'est pas si importante dans les grandes villes : c'est une survivance qui va disparaître un

jour. « Mais pour cela, il faut des mouvements sociaux. Le féminisme est actif en Inde depuis 50 ans, mais les Dalits ne se sont organisés que depuis 15 ou 20 ans ».

L'université Rabindra Barathi : une recherche de la synthèse entre accueil et excellence

Selon Paula Sengupta, directrice en 2018, du département graphique de l'Université Rabindra Barathi, et artiste elle-même, sur les 250 étudiant.e.s que compte ce département d'arts graphiques et visuels, certain.e.s viennent de divers pays – Asie du Sud, Bangladesh, Sri Lanka, Bhoutan, Chine, Slovaquie, Europe centrale et orientale, Russie – et soit ils bénéficient de bourses d'études de la part du Conseil indien pour les relations culturelles, soit ils viennent par leurs propres moyens, la notable exception étant les étudiant.e.s pakistanais.e.s, pour lequel.l.e.s le Conseil n'accorde aucune bourse (entretien du 3 juillet 2018, Kolkata). Des cours bilingues sont mis en place. Bien entendu, les Bengali.e.s sont majoritaires. Toutes les religions sont présentes. L'université a été créée en 1962, « comme un établissement démocratique », en hommage au Prix Nobel de littérature Rabindranath Tagore, à l'occasion du centième anniversaire de sa naissance. Elle est consacrée aux arts de la scène et aux arts visuels, ce qui en fait une université unique en Inde.

Cependant, Paula Sengupta regrette le faible nombre de femmes par rapport aux hommes. Cela étant, l'université applique les quotas pour les castes répertoriées et les musulman.e.s. Les tarifs sont abordables et des bourses sont délivrées, en fonction du mérite et du niveau social des étudiant.e.s. « Les étudiant.e.s de travailleurs et du milieu rural représentent la première génération à entrer à l'université. » De plus, elle se félicite de la montée en puissance des galeries qui « font un bon travail ». Sur la question des stages et de l'insertion professionnelle, Paula Sengupta rappelle que la grande fête de la Mère Divine, connue sous le nom de Durga-Puja est un grandiose terrain de stages : Durga-Puja est non seulement célébrée comme une fête religieuse – la victoire de la déesse Durga sur le démon Mahishasura - mais elle a aussi une importance culturelle et sociale. Toutes les couches de la société prennent part aux célébrations qui mobilisent 500 artisan.e.s.

SBR Chaudhury, le recteur de l'université Radindra Barathi, estime que les peuples premiers sont les grands oubliés de l'Inde : la discrimination positive n'existe que dans le secteur public et encore leur confie-t-on des tâches ingrates... Dans les universités, selon lui, plutôt que de recruter des assistants et maîtres de conférences dalits, musulmans ou issus des peuples premiers, la pratique est souvent de laisser les postes vacants.

Le Centre d'études en sciences sociales de Kolkata

Le Centre d'études en sciences sociales de Calcutta (CSSSC) a été fondé en février 1973. Financé principalement par des subventions de l'ICSSR (Conseil indien de la recherche en sciences sociales) et du gouvernement du Bengale occidental, le Centre dispose d'une autonomie importante.

Les questions académiques et administratives au Centre sont sous le contrôle d'un Conseil des gouverneurs composé de représentant.e.s du gouvernement central et des États, de l'ICSSR, de l'UGC (Commission des bourses universitaires), des universités du Bengale occidental et de la faculté du Centre, et ce dans une logique multidisciplinaire.

La professeure d'histoire culturelle et artistique, Tapati Guha-Thakurta était directrice du CSSSC, lorsque nous l'avons rencontrée (entretien du 13 juillet 2018, Kolkata). Concernant les minorités, Tapati Guha-Thakurta rappelle que le chercheur français Maurice Aymard a joué un rôle-clé dans les années 1970-1980, en organisant la présentation de danseurs santhals et de musiciens baûls à Paris. Selon elle, le système des castes est « instrumentalisé par les politiciens ». Quant aux 27 étudiant.e.s accueilli.e.s au Centre, 17 viennent de familles non répertoriées, 30% sont intégré.e.s grâce au système des quotas, 10% sont chrétien.n.e.s. Des personnes de castes répertoriées font partie du jury d'admission.

Les musées indiens

Les musées indiens jouent un rôle important dans la définition et l'usage des différentes cultures qui animent le pays. Découvrons leur stratégie.

La Galerie nationale d'art moderne (NGMA), Delhi

Monsieur Gadanavak est originaire de l'Odhissa et, en 2017, il a pris la tête de la Galerie nationale d'art moderne (entretien du 8 mai 2018, Delhi). En tant que sculpteur, il n'expose pas dans des galeries mais plutôt dans des parcs ou des jardins car ses réalisations de pierre sont monumentales. « Je ne suis pas fait pour les galeries », affirme-t-il. Il aime travailler dans la nature et avec elle. C'est la première fois de son histoire que la Galerie a un artiste comme directeur.

Tout compris, la Galerie nationale emploie plus de 50 personnes et possède une collection de 18 000 pièces. Elle a ouvert des annexes à Bangalore, Mumbai et Kolkata.

À notre question : « Quelle est votre stratégie pour rendre les activités de la Galerie plus ouvertes à la multiculturalité et plus inclusives ? », la réponse est de plusieurs ordres. Le maître-mot de Monsieur Gadanayak est de « mettre en relation ».

La première réponse repose sur les écoles (1 000 écoles et lycées à Delhi). Mais Monsieur Gadanayak ne veut plus de visites en rang, avec des élèves plus ou moins passifs. Tout contact avec une école ou un lycée doit être préparé par une rencontre avec les enseignant.e.s et le/la responsable de l'établissement. Il se rend donc dans les écoles (ou quelqu'un de son équipe, nous pensons que c'est assez original en Inde). La Galerie nationale organise également des ateliers avec des élèves ou des étudiant.e.s de toutes les écoles artistiques, précise Monsieur Gadanayak : photo, architecture, arts plastiques...

Deuxième réponse, Monsieur Garanayak veut donner dix bourses par an de 10 laks (100 000 roupies/personne soit 1 147 €) à des jeunes artistes. Ces bourses seront valables pour 3 ou 4 mois. Il faut aussi l'engagement des artistes pour travailler aux côtés des peuples premiers. Quelques-uns sont prêts. La NGMA envoie 7 artistes en région – Odhissa, région de Delhi, Mumbai... « Ils doivent avoir une connexion avec les lieux car l'Inde est un endroit « spirituel » ».

À notre question : « Considérez-vous les différences religieuses et de quelle façon ? », Monsieur Garamayak répond : « Nous sommes une institution séculaire. La NGMA organise des ateliers gratuits avec des jeunes aveugles pour sentir, toucher et embrasser les sculptures. Monsieur Gadanyak pense que plus d'argent public doit être consacré aux jeunes Dalits Cela étant, il ne donne aucune information sur l'application des quotas dans son établissement.

Le Centre national Indira Gandhi pour les arts (IGNCA), Delhi

Nous commençons l'entretien avec Monsieur Achal Pandya, francophone, conservateur, responsable du département de la conservation et des expositions et programmes au IGNCA (entretiens du 10 mai 2018)

L'IGNCA a été créé en 1987, avec 5 départements à l'origine – selon le vœu de Rajiv Gandhi après l'assassinat d'Indira Gandhi. Il a donc une fonction de dépositaire – tous les savoirs et tous les savoir-faire de l'Inde préservés, présentés, promus pour le plus grand nombre. Il travaille à constituer des ressources pour demain.

L'IGNCA comporte une bibliothèque, un centre d'archives, il possède des artefacts, des photos (dont une centaine d'Henri Cartier-Bresson), il travaille sur tous les anciens manuscrits (en sanscrit en particulier) et ses spécialistes réalisent des éditions commentées. Il compte aujourd'hui 9 départements.

Selon Monsieur Pandya, sans aucun doute, un centre national comme l'IGNCA se doit d'être multiculturel. L'IGNCA dispose d'annexes à Bangalore, Pondichéry, Goa, Goati. Il existe des programmes consacrés à chacune des religions.

Monsieur Pandya insiste sur le syncrétisme religieux et culturel qu'il n'estime pas menacé parce que trop vigoureux : par exemple, les maîtres soufis ont découvert les chants et la musique au contact des Indiens. Certaines miniatures mogholes contiennent des éléments sur la Nativité. Selon Monsieur Pandyal, les pratiques se mélangent. Celles de Kawali (chants dévotionnels musulmans) qui ont lieu tous les jeudis soir à Nizamuddin, sont abordées par tous. Organisées par des cercles soufis, ces cérémonies sont gratuites et largement ouvertes.

Monsieur Pandyal évoque également le travail fait avec les écoles publiques. Des conteurs nationaux et internationaux sont amenés à intervenir pour des élèves à partir de 7 ans et ce jusqu'au collège.

L'IGNCA accueille une cinquantaine de stagiaires par an, pour des périodes de six mois. Toutes les universités sont en relation avec l'IGNCA. Comme il existe peu de métiers dans la culture, un stage

à l'IGNCA représente une opportunité exceptionnelle. Le stage est rémunéré 6 000 INR par mois (68 €).

L'IGNCA produit des films documentaires et commande des films à des agences, sur des rituels peu connus. Concernant les périphéries déshéritées, l'IGNCA organise des ateliers pour les jeunes. Ils préparent et présentent un spectacle de danse et de musique en mai-juin, chaque année. 50 personnes sont concernées. Pour les handicapé.e.s – *differently able* selon la terminologie indienne -, l'IGNCA organise des ateliers tactiles de peinture.

250 personnes travaillent au centre (sans compter les intérimaires, au total 350 personnes). Les femmes constituent 50% du personnel de l'IGNCA. 50% des emplois sont réservés à des castes inférieures. Dans le Conseil de l'IGNCA, sont représentés le ministère de la Culture et celui des Finances. D'autres membres sont artistes, auteurs ou experts. Le directeur est élu pour cinq ans.

L'IGNCA envoie des émissaires dans les villages - Bihar, Uttar Pradesh. Depuis 2018, 15 projets sont financés par an, chaque fois pour une personne. 10% des populations concernées sont des peuples premiers.

Le Victoria Memorial Hall à Kolkata

Le Victoria Memorial Hall est un trust autonome éducatif, sous le contrôle administratif du ministère indien de la Culture. Selon son directeur, le Dr. Jayanta Sengupta en 2018, il pratique la discrimination positive envers les basses castes. (entretien du 18 juillet 2018, Kolkata). Cela étant, pour un directeur de musée, la discrimination positive ne s'applique pas.

Le Mémorial compte un conservateur issu de basse caste, quelques autres personnes de basses castes en charge de la sécurité, ainsi que des personnes travaillant dans la logistique, la maintenance, l'électricité.

Sur 176 personnes employées par le Mémorial, 98 sont issues de la politique des quotas. Chaque recrutement est profilé avec des règles très précises et leur application fait l'objet d'un contrôle. Cependant, les personnes issues de la politique des quotas ne sont pas considérées comme pouvant satisfaire aux attentes des postes. Le Conseil du Mémorial accueille dans ses rangs 3 représentants du gouvernement du Bengale occidental, 2 du gouvernement central, 7 sont des universitaires, 4 d'entre eux sont nommés. La position officielle du gouvernement est l'application de la discrimination positive mais « de la façon la plus limitée possible ».

Le Mémorial essaie d'avoir des activités intégratrices : concerts par des étudiant.e.s d'art, spectacles avec des personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer, auteurs transsexuels, programmes avec des danseuses Nautch – des femmes talentueuses venant de la banlieue de la ville. Certaines ONG collaborent avec l'institution en faveur d'enfants autistes. Des expositions d'artistes autistes sont organisées. Ces activités représentent 10 à 15% de la programmation du Mémorial et demandent une coopération transversale de toutes les unités.

Le Mémorial accueille 3,6 millions de visiteurs par an (40% d'étudiant.e.s, 20% d'enseignant.e.s). On y enregistre la présence d'un public local plutôt de classe moyenne et de classe moyenne supérieure, environ 50%. Les autres visiteurs sont : pour 40%, des personnes intéressées par la culture, « 10% viennent pour le thé et les gâteaux ».

20% des fonds proviennent des billets, 80% du gouvernement. Les activités sont gratuites et ouvertes au public. La galerie d'exposition fait office d'espace pour les événements. Le système de sécurité est aussi « très tolérant », « ce n'est pas une police morale envers les jeunes amoureux qui se rencontrent dans le parc du Mémorial ».

Le Mémorial a utilisé la RSE pour acquérir une machine à compost, avec le soutien de l'entreprise Balmer Lawrie – acier, chimie et autres activités. L'institution a ouvert un compte à Londres.

Le Musée indien de Kolkata

Le Musée indien est un établissement multidisciplinaire de Kolkata. Fondé en 1814 par le botaniste danois Nathaniel Wallich, il est l'un des plus anciens musées du monde et le premier grand musée construit en Asie-Pacifique. En 1878, un nouveau bâtiment a été édifié sur Chowringhee Road (une des grandes artères de la ville). Ses 60 galeries sont rassemblées en 6 sections : art, archéologie, anthropologie, géologie, zoologie et botanique. Le musée dépend du gouvernement central indien.

Sayan Chattacharya est responsable des ateliers, des séminaires et il doit faire coopérer le Musée indien avec divers groupes : travailleurs/travailleuses du sexe, autistes, personnes transgenres, individus atteints de la maladie d'Alzheimer...

Avec Internet, le concept de musée est en train d'évoluer, souligne-t-il. Le Musée indien s'efforce aussi d'atteindre les enfants, les jeunes et spécialement ceux et celles des bidonvilles – un tiers de la population de Kolkata (Schenck, 2010). Le musée fait également des présentations dans les hôpitaux. Il prend très au sérieux les activités avec des personnes âgées. Il organise des orchestres et participe à la Sainte fête des couleurs. Il espère ainsi élargir son audience.

Il compte 90 personnes en tant que personnel permanent. 50% exercent des activités de main d'œuvre. Sayan Chattacharya attire notre attention sur des récents suicides de jeunes à Kolkata. « Il faut leur parler, les écouter, leur proposer des jeux vidéo et des films. Ils font ainsi leur expérience. Il faut aussi plus de femmes dans le personnel ». La question reste entière : comment concilier l'acquis de milliers d'années avec sa diffusion pour des jeunes d'aujourd'hui, inexpérimentés en matière culturelle ? Pour l'heure, le Musée indien tente de trouver des solutions.

Suède : du multiculturalisme à la diversité

La situation pluriculturelle de la Suède est surtout placée sous le signe des vagues d'immigrant.e.s et/ou de réfugié.e.s qu'a connues ce pays depuis les années 1970.

Malmö, une ville multiculturelle de fait

La décentralisation est un fait avéré de longue date en Suède. S'il existe des consignes nationales, le gouvernement laisse le soin aux régions et aux communes, ainsi qu'aux organisations de la société civile, d'inventer les moyens de leurs interventions. Le traitement de la question migratoire ne fait pas exception à la règle. Troisième ville de Suède, après Stockholm et Göteborg, Malmö est le principal centre urbain de Scanie, la province agricole la plus riche de Suède ; c'est par là que passent la plupart des liaisons avec ce que les Suédois appellent le continent grâce aux deux grandes lignes ferroviaires vers Stockholm et Göteborg-Oslo.

Les industries traditionnelles (constructions mécaniques, raffineries, textiles), ainsi que les constructions navales, sont toujours présentes, mais elles ont décliné au profit des biotechnologies, des technologies médicales, de l'information et de l'environnement. La distribution, le commerce de gros, la finance et la logistique constituent également des activités importantes de la ville. L'activité du port est maintenue grâce à l'installation de sociétés étrangères qui ont choisi Malmö comme centre de distribution pour les pays d'Europe du Nord (Chabot, 2008). L'ouverture, en 2000, du pont de l'Øresund, qui relie la ville à Copenhague, a donné naissance à une aire métropolitaine, forte de 3,6 millions de personnes. Malmö compte 333 633 habitants dont 32% nés hors de Suède. Le footballeur Zlatan Ibrahimović, Le boxeur Diabate Dially Mory, le réalisateur Josef Fares, le rappeur Behrang Miri font partie des personnalités de Malmö, issues de l'immigration, qui ont essayé de participer à la socialisation réciproque des différentes communautés et personnes de la ville.

Une université et des écoles actives pour la diversité

Dans l'optique de la diversité, l'université de Malmö et certaines écoles de la ville se distinguent particulièrement.

Une jeune université pour la Suède

Inaugurée en 1998, l'université de Malmö, qui est aussi la plus jeune de Suède, a opté pour un profil d'enseignement atypique, tourné vers les problématiques contemporaines, telles que l'étude des migrations, les sciences de l'environnement, le développement des jeux vidéo ou l'étude des genres. La création d'un Institut pour les études sur la Migration, la Diversité et le Bien-être en fait partie intégrante. C'est donc vers cet institut que nous nous sommes tournée. Mahama Tawat a été le chercheur désigné pour nous orienter dans nos analyses et nos contacts (entretien téléphonique du 5 décembre 2018 et rencontre du 17 mars 2019, Malmö).

Mahama Tawat est maître de conférences en politique publique et administration à l'Institut de Malmö pour les études sur la Migration, la Diversité et le Bien-être. Issu du Cameroun, il a fait sa thèse en Nouvelle-Zélande puis a gagné la Suède. Ses champs d'expertise sont les politiques de migration et les réformes de la gestion publique – en particulier le nouveau management public. Il travaille sur 2 projets de recherche dont les politiques culturelles à l'endroit des migrant.e.s dans les pays nordiques, en particulier via une comparaison entre le Danemark et la Suède. Il fait une notable opposition entre la Suède et le Danemark, de ce point de vue.

Mahama Tawat soulignait en 2019, que si Les Démocrates de Suède (parti d'extrême droite) se trouvaient en minorité à Malmö, ils étaient forts en Scanie, et en général dans les milieux ruraux. Les Démocrates de Suède avaient obtenu 17,6% des suffrages lors des dernières élections présidentielles en 2018. En 2022, ils se trouvent en alliance avec les partis de droite au pouvoir.

El Sistema, un enseignement révolutionnaire

En 2019, Jalle Lorensen dirigeait une école culturelle – Kulturskola - appliquant El Sistema, inventé par le Vénézuélien José Antonio Abreu, pour délivrer un enseignement musical après les cours, (entretien du 3 avril 2019, Kolkata). Lorsque Jalle Lorensen est devenu directeur de l'école, à la fin des années 2010, El Sistema avait été implanté à Göteborg. Il a obtenu 2 millions de couronnes (196 000 €) des autorités locales, recruté une équipe et démarré le programme en 2013. 5 écoles publiques sont impliquées, avec les quartiers de Rosengård, Kirseberg et Sofielund. 1 500 jeunes sont touchés sur 4 400. Les écoles coopèrent avec la Philharmonie de Malmö pour un concert annuel à Malmö Live. Jalle Lorensen souhaite qu'El Sistema soit intégré au cursus des écoles de musique.

Dans les zones rurales, les écoles sont plus flexibles, remarque-t-il. 70% d'entre elles ont des ateliers de musique durant les cours. L'équipe de la Kulturskola mise sur ces ateliers pour faciliter l'insertion des jeunes de quartiers défavorisés. Pas de sélection à l'entrée. Les frais sont de 300 SEK pour un trimestre (29,42 €) et 600 SEK pour l'année (58,84 €) ; ce qui est très bon marché, souligne Jalle Lorensen.

Le programme, d'une durée de six ans à Malmö, représente 2 millions de SEK au total (197 000 euros). La Ville de Malmö est un des principaux co-financeurs. L'expérience devrait durer 30 ans. Les activités vont des percussions aux trompettes. Un.e enseignant.e est présent.e pour 8 élèves 3 fois par semaine. Jalle Lorensen fait partie du Conseil d'El Sistema de Suède. Il voudrait que l'expérience continue mais il reste un peu inquiet pour la suite.

Créé en 2013. El Sistema France fait partie d'un réseau européen, Sistema Europe. Voilà un bel exemple de transfert culturel transnational (Booth, 2013).

La Région de Scanie et la ville de Malmö constituent un exemple unique en termes de flux migratoires. C'est pourquoi, avant de considérer les initiatives de Malmö en termes de politique publique, il nous paraît important de dresser un contexte plus général à l'échelle de la région.

Un rapport pour la Région de Scanie

En 2019, Fairouz Tamimi a remis un rapport au département de la Culture de la région de Scanie, intitulé *Cultural Diversity in Skåne* (Tamimi, 2019). Un élément statistique en guise d'introduction : la Scanie comprend 35,6% de population née à l'étranger ou née en Suède, avec un ou deux parents étrangers (chiffres de 2018). En ce qui concerne les artistes étranger.e.s, ceux-ci/celles-ci déploraient le manque de conscience des institutions et organisations culturelles suédoises quant à leur existence et leurs propositions. La reconnaissance de leurs diplômes est un processus compliqué et peu efficace. Puis, l'accès aux fonds leur apparaît comme un saut d'obstacles. Enfin, les publics étrangers se plaignent du manque de communication sur les spectacles qui pourraient les intéresser. Parmi les recommandations du rapport, sont souhaitées une politique de communication dédiée, la création d'une plateforme interculturelle, un test de langue pour les artistes étrangers avec, si nécessaire, une formation *ad hoc*, des ressources pour la diversité dans les institutions et organisations culturelles de Scanie.

La politique de Malmö : diversité culturelle et équité de genre

Nous rencontrons Hannes Frizén, Responsable, en 2019, de la coordination entre les objectifs culturels de la Ville de Malmö et ses différentes divisions (entretien du 20 novembre 2018, Malmö). Comme à l'échelle régionale, la politique de Malmö est définie pour 4 ans, à l'exception de 2018, pour raisons d'élection. La diversité culturelle, l'égalité de genre et les questions de handicap sont des problématiques transversales à l'ensemble des divisions de la Ville, qui en comprend 7 : le musée d'art moderne de Malmö, les Musées de Malmö, le centre d'expositions artistiques de Malmö, les Archives de la ville, l'École de culture et d'art, les bibliothèques de Malmö, les centres culturels et communautaires.

Selon la loi anti-discrimination suédoise de 2008, il y a plusieurs catégories pour le combat contre les discriminations et pour la promotion de droits égaux : sexe, transgenre, identité ou expression, religion ou autre croyance, handicap, orientation sexuelle ou âge. Il convient de viser au moins une de ces catégories.

2 compagnies coopèrent avec la municipalité : le Théâtre de la ville, propriété de celle-ci et Congress Malmö Live - appelé Malmö Live -, une nouvelle salle de concerts qui accueille l'Orchestre philharmonique mais se trouve en fait ouverte à toutes sortes de musiques. Monsieur Frizén souligne que, concernant Malmö Live, 52% des financements viennent de la municipalité alors que le reste est pris en charge dans le cadre d'un partenariat public/privé. La région de Scanie est également en partie actionnaire.

Bien que la stratégie de diversité de Malmö soit exigeante en matière culturelle, Hannes Frizén regrette que ces activités soient relativement peu financées par la municipalité, l'essentiel des fonds allant à l'éducation.

L'Unité des bourses de la Ville de Malmö : l'engagement inséparable de la qualité

Goran Bosevski et Nina Venegard gèrent l'Unité des bourses culturelles de la Ville de Malmö, dont les fonds vont aux initiatives participatives : Malmö Arab Film, Teater Jalada, théâtre bilingue suédois-arabe, Teater Theatron, Södra Community Theatre, ainsi qu'à certains artistes et organisations : Aida Nadeem, Mix Music, Rorelsen Movement Dance, Moriska Paviljongen, Helamalmö.

Une petite partie des financements de la municipalité va à ces projets. Le budget du bureau est de 7,5 millions de SEK par an (environ 734 503,5 €). Selon Goran Bosevski, ce sont des militant.e.s culturel.l.e.s plus que des organisations artistiques, qui en bénéficient. Cela étant, Goran Bosevski et Nina Venegard se disent très soucieux de la qualité artistique des projets. Les associations doivent candidater chaque année. Or, selon Goran Bosevski, la région devrait avoir un plan à trois ans, en ce qui les concerne.

Les centres culturels et communautaires : des ressources pour la ville

La Ville a créé des centres culturels et des centres pour « toutes les activités ». dont Fiona Winderse assure la responsabilité a sein de la municipalité (Entretien du 20 novembre 2018, Malmö).

Britannique d'origine, Fiona Winders, est venue à Malmö voilà 14 ans avec ses enfants. Elle a connu le déclassement professionnel et la nécessité de reconstruire un parcours. Elle est devenue politicienne (gauche et parti écologique) puis a rejoint la municipalité car elle-même a pu mesurer l'écart entre personnes marginalisées et la vie culturelle dominante. Or, regrette-t-elle, cet écart se creuse de plus en plus.

L'Union européenne (Fonds social européen) a consenti des financements pour les « centres de toutes les activités ». Le programme Arena a permis l'insertion de 15 à 25 jeunes personnes dans la danse et la musique, au travers d'ateliers.

Une initiative intéressante était organisée par les centres en 2019 : dès qu'un.e jeune migrant.e ou réfugié.e rejoint la ville, il/elle bénéficie d'un entretien particulier avec un.e conseiller.e. Ce sont des animateurs sportifs, des organisateurs d'événements, des travailleurs sociaux qui assurent ce travail.

Les centres pour toutes les activités

Pour les centres de toutes les activités, la question-clé était : comment faire en sorte que les habitant.e.s soient présent.e.s et actifs/actives ? Dans les associations communautaires, on trouvait alors 90% d'hommes.

Les centres pour toutes les activités existent à Malmö depuis 2011. Celui de Lindängen a été le premier. En 2013, 2 nouveaux centres ont été créés. L'idée était de trouver de nouvelles solutions pour l'intégration sociale et culturelle des quartiers défavorisés. La Ville a fait un programme de 5 ans depuis 2010. La clé de ces centres est qu'ils sont toujours installés dans des écoles. Responsable du centre de Lindängen, Julia Brandelius a fait des études de sociologie dans le cadre d'un diplôme consacré au développement. Elle a travaillé à l'opéra de Malmö puis à Malmö Live, en tant que coordinatrice. À un certain moment, il lui a paru important de passer « de l'autre côté de la barrière », au plus près des personnes à qui les offres culturelles sont faites (entretien du 25 mars 2019, Malmö).

Lindängen est un quartier de 7 000 habitant.e.s, avec beaucoup de familles. C'est un district mélangé, comprenant des propriétaires et des locataires, des zones pavillonnaires et des immeubles. L'essentiel des édifices a été construit dans les années 1960. Aujourd'hui, les migrant.e.s y sont en majorité : Bosniaques, Somalien.n.e.s, Syrien.n.e.s et Irakien.n.e.s. C'est aussi un quartier où le chômage est élevé, où vivent beaucoup de très jeunes parents et de familles monoparentales, où le taux de vote aux élections locales est très bas. Les associations y sont en faible nombre.

Une méthode spécifique

Avant l'ouverture du centre, des enquêtes ont été menées par des assistant.e.s et des enseignant.e.s de l'école auprès des habitant.e.s, concernant leurs attentes. Les premiers thèmes attractifs ont été le football, la danse et la boxe.

Les femmes demandaient un cours de gymnastique. Mais le problème était la garde des enfants. Il a donc fallu créer du baby-sitting gratuit, pour que 70 femmes pratiquent l'afrodanse et la zumba. Le centre organise également des excursions pour tous les âges.

Les adultes créent des associations pas toujours enregistrées mais le centre ne se préoccupe pas de ces différences. Cela étant, toute association dûment enregistrée bénéficie d'un emploi salarié. En général, il faut 10 personnes pour lancer une nouvelle activité. L'un des résultats dont le centre s'honore est le taux de 50/50 pour le rapport hommes-femmes. Les associations du quartier sont en contact avec le centre et peuvent y organiser des événements durant le week-end : associations chinoise, ghanéenne, kurde... À la demande des Pakistanai.s.e.s, des cours d'ourdou ont été créés pour 10 à 12 personnes. Les limites de l'adhésion au centre sont la politique et la religion. Le sécularisme est prôné.

Toutes les activités sont mises en place d'après les propositions des habitant.e.s. Par exemple, 4 jeunes filles ont voulu accéder au yoga. Cela s'est d'abord fait durant la pause d'après-déjeuner mais, comme la demande s'est accrue, le cours a été déplacé l'après-midi. Toute nouvelle proposition réunissant peu de personnes, fait l'objet d'un test de 2 semaines. Ainsi des parcours acrobatiques ont été introduits – un hommage à la France, glisse Julia Brandelius.

Julia Brandelius et ses collègues sont directement employé.e.s par la mairie de Malmö. La fierté de Julia Brandelius est que 6 à 7 ancien.n.e.s bénéficiaires ont rejoint le centre comme employé.e.s.

Le centre entretient plusieurs coopérations avec l'opéra de Malmö, Malmö Live, le théâtre municipal et les musées. Il organise des excursions à Stockholm, Göteborg, et chaque été, des événements pour les familles dans les parcs de Malmö, des représentations théâtrales pour les plus jeunes. Il invite des musiciens locaux et parfois nationaux dans ces manifestations. 700 à 1 000 personnes y assistent.

Le Club des jeunes de Nydala : l'accompagnement d'abord

Ce club existe depuis les années 1960. Sherin Sabet et Mikael Sörling l'ont rejoint depuis 2017, assistés par Abdullah Taha (entretiens du 18 mars 2019, Malmö). Ils ont été recrutés par le département des Sports et Loisirs de la municipalité de Malmö. Une réorganisation a été planifiée par la Ville, qui souhaitait harmoniser les activités des divers clubs de jeunes, tous situés en banlieue. Les personnes qui travaillaient depuis quinze à vingt ans se sont vu proposer des alternatives professionnelles, mais la plupart ont préféré changer d'emploi. Le club comprend 5 personnes à temps plein. Mikael Sörling était journaliste et gagnait le double de son salaire actuel. Mais il préfère ce travail : « On a le sentiment d'être utile. »

Le club accueille des jeunes de 12 à 16 ans, en général du quartier – environ 5 000 habitant.e.s -, un endroit plutôt mélangé avec des personnes de la classe moyenne, des parents chômeurs et des personnes âgées. Mais les jeunes d'autres quartiers sont aussi les bienvenus. De 30 à 40 jeunes viennent chaque jour. 80% de garçons et 20% de filles. Sherin Sabet explique : « Les filles ont des responsabilités familiales, elles doivent s'occuper de leurs frères et sœurs plus jeunes. » Abdullah Taha renchérit : « Et puis les filles font d'abord leur travail scolaire. Ce n'est pas toujours la priorité des garçons. » Enfin, selon Sherin Sabet, « c'est un grand pas pour les filles, de pousser la porte du club ». Le centre fonctionne de 10h à 21/22h. Les jeunes viennent après la classe, à partir de 15h.

Les activités sont diverses : pièces de repos ou de réunion, studio d'enregistrement, jeux de société, billard... Selon Sherin Sabet, la toute première partie du travail a consisté à créer un rapport de confiance avec les jeunes, pour qu'ils s'expriment sur leurs envies et leurs éventuels projets. Les animateurs conçoivent leur rôle comme une mission d'accompagnement. Ainsi, dans les clubs, diverses activités sont menées à bien : Certain.e.s pratiquent la cuisine, le sport, le ski, la danse... 3 ou 4 font de la musique. Ils sont également aidés pour leurs devoirs de classe et la préparation au permis de conduire. Des chargeurs de téléphones sont à leur disposition, ainsi que des consoles de jeu.

La méthode doit être la même dans tous les clubs, comme l'a demandé la mairie de Malmö : il s'agit de d'aider les jeunes à prendre confiance en soi et leur permettre de réaliser des projets. Les plus jeunes apprennent des plus âgés. Il est aussi question de combattre les stéréotypes avec des discussions sur ce qu'est la masculinité, par exemple. Un homme dans la cuisine peut pratiquement vaincre certaines réticences. La religion n'est pas un sujet de discussion ; le dîner de Noël est ouvert à tous.

Le club cherche à établir des relations avec les familles, à la faveur d'événements. Lorsqu'il organise un week-end de ski, il invite les parents. Pendant l'été, les responsables organisent des courts séjours hors de Malmö car la plupart des jeunes qui fréquentent le club, ne partent pas en vacances. Outre le contact avec 4 écoles, sont cités la bibliothèque de Malmö et le théâtre municipal.

Abdullah Taha intervient sur le problème de stigmatisation de ce quartier et d'autres quartiers de la ville, en particulier Rosengård, où, souligne-t-il, « la police ne veut plus aller ». Il estime que, d'une part, il manque des statistiques ethniques en Suède et que, d'autre part, le pays est trop lent à intégrer les migrant.e.s – 8 ans d'attente pour accéder à la citoyenneté.

Les musées de Malmö : une longue tradition d'accueil

Malmö est depuis le XVI^e siècle une porte d'entrée de nombreux voyageurs, migrant.e.s, réfugié.e.s. Monsieur v. Attila Rostoványi, est aujourd'hui chef du personnel pour les Musées de Malmö (16 établissements regroupés dans la structure juridique d'un musée). Ses grand-parents ont quitté la Hongrie après la répression de 1956 (entretien du 19 novembre 2019, Malmö).

La ville compte 170 nationalités. Avec l'exposition permanente « Welcome to Sweden », un des musées de Malmö retrace l'arrivée de personnes libérées des camps de concentration nazis à Malmö. Le directeur du musée d'alors a accueilli ces personnes dans les locaux mêmes de l'établissement. Cette exposition est assortie d'un programme pédagogique pour les enfants de 4 à 6 ans.

Dans la continuité de ces initiatives, Monsieur v. Attila Rostoványi se souvient que le musée national de Malmö a organisé en 2000-2001, le programme MIME (Migrations Memories, Mémoires de Migrants) en partenariat avec le musée de Tampere (Finlande) et l'Université de Nottingham Trent (Royaume-Uni) et avec le soutien de la municipalité de Malmö et de l'Union européenne (programme CULTURE 2000). 2 jours de séminaire ont réuni 70 migrant.e.s et réfugié.e.s pour qu'ils/elles livrent « leurs histoires de migrations ». Une exposition itinérante a été organisée, assortie d'un catalogue trilingue (Autissier, 2008).

« Welcome to Scania » est un programme actuel spécifique dédié aux migrant.e.s et/ou réfugié.e.s – venant en particulier d'Afghanistan et de Syrie. Il porte sur l'histoire, la société et les droits humains. Il a été monté en partenariat avec la région de Scanie et la municipalité de Malmö, ainsi que des soutiens privés.

« Welcome to Europe » est le titre d'un autre programme soutenu par l'Union européenne. Comme partie intégrante de cette initiative, une conférence s'est tenue en Italie, avec des participants finlandais, monténégrins et lituaniens, sur le thème de l'accueil des migrant.e.s et/ou réfugié.e.s. Le projet a bénéficié d'un soutien du programme « L'Europe pour les citoyens » de l'UE. Il a duré 3 ans et généré la publication d'un manuel de pratiques participatives. Ainsi que des transferts d'expérience puisque la partie italienne a adopté le principe d'un « centre pour toutes les activités », tel qu'il en existe à Malmö.

Les Musées de Malmö organisent aussi des « rencontres linguistiques ». Avec le programme « Langue, culture et identité », l'idée est d'attirer des jeunes adultes, pour les accompagner dans leur apprentissage de la langue suédoise et leur connaissance de Malmö. 15 personnes sont prises en charge par an. 200 jeunes personnes ont déjà bénéficié de cette initiative qui a suscité de nombreuses collaborations avec le milieu scolaire.

Les Musées de Malmö s'inscrivent aussi dans un projet pilote qui a permis à plusieurs réfugiés de Syrie et de Dubaï, de faire partie de leur équipe. La présence de ces personnes a suscité la création d'une nouvelle exposition pré-historique, introduisant le Moyen-Orient dans sa présentation comparative.

L'équité en termes de genre, c'est un sujet très présent en Suède : le Musée technique de Malmö présente une exposition permanente sur le rôle des femmes et des femmes migrantes dans le développement économique de Malmö – en particulier dans l'industrie. La direction s'est montrée satisfaite de tous ces projets mais il n'est pas si simple de dépasser l'allergie au multiculturalisme dans certaines sphères, indique Monsieur v. Attila Rostoványi. Les Musées de Malmö font tous leurs efforts pour diversifier leurs visiteurs (en particulier à travers leur service pédagogique). Cependant ils peinent à attirer des milieux dénués d'habitudes culturelles.

Les financements des Musées de Malmö viennent à 50% de la Ville et presque à 50% de la région Scanie. Un petit financement vient du niveau national. La division comprend plusieurs départements : l'administration, le département d'éducation et le département des collections. Les musées de Malmö jouent également un rôle de consultant pour le patrimoine bâti. 105 personnes sont employées sur des contrats de longue durée. Mais certaines institutions ne sont ouvertes qu'à la demande. Des associations prêtent main forte au personnel. La directrice des musées de Malmö était en 2019, Madame Katarina Karlsson.

Selon v. Attila Rostovanyi, il reste beaucoup à faire en matière d'audioguidage et de guidage multilingue. Même si plusieurs langues sont présentes parmi le personnel, la réalisation d'outils et de voix multilingues marque le pas : pakistanais, espagnol, français, italien, hongrois, allemand, albanais, kurde, tout cela reste à accomplir.

Une nouvelle loi pour les musées a été émise en 2017. D'après ses dispositions, les musées sont engagés à pratiquer l'administration à distance. Il en résultera probablement des changements pour les Musées de Malmö à terme. Quoi qu'il en soit, v. Attila Rostovanyi se réjouit du soutien continu des médias, à de rares exceptions près.

Le rôle exemplaire d'une bibliothèque

La bibliothèque municipale de Malmö a été ouverte le 12 décembre 1905. Elle contient 550 000 supports différents, environ 10 000 DVD et 33 500 CD. En 2006, elle a été la première bibliothèque de Suède à prêter des jeux vidéo.

Dans les années 2000, la bibliothèque de Malmö a lancé des initiatives en faveur de jeunes gens d'origine étrangère : accès à des services pour les aspirants entrepreneurs, apprentissage de la navigation sur Internet, possibilité pour des étudiant.e.s d'origine étrangère de présenter leur CV dans leur langue maternelle sur son site. (Autissier, 2008).

Matilda Falck travaille dans cette bibliothèque, auprès d'un département spécifique, le centre d'apprentissage, dans le cadre du département culturel et d'éducation. Elle coopère avec les enseignante.s. Elle prépare aussi les personnes en attente d'inscription au SFI (suédois pour adultes) depuis 2015, les cours durent de 18 mois à 2 ans. Des réunions sont organisées. Des cafés de langue sont mis en place depuis 2009, pour s'entraîner à parler le suédois. 120 personnes environ fréquentent ce café. Des échanges ont lieu chaque semaine – arabe-suédois, farsi-suédois... 50 à 60 personnes y participent. « C'est un vaste programme résultant d'une grande demande. » (Entretiens du 8 avril 2019, avec Erika Falk et Nina Marie Olsson, Malmö.) Le SFI est enseigné à partir de 16 ans, sans limite supérieure d'âge. Les cours se déroulent en suédois mais l'apprentissage de la lecture et de l'écriture peuvent avoir lieu dans la langue maternelle ou proche de l'élève. Il existe 3 filières en fonction du niveau de maîtrise de l'écriture et de la lecture. Depuis 2016, le SFI fait partie du Komvux, enseignement municipal pour adultes. Le SFI est également enseigné dans certaines écoles populaires supérieures (Omsvenkskolan, 2019).

Autre initiative du département culturel de la Région : « One million stories ». C'est un programme soutenu par l'UE. Y sont présents Malmö, Athènes, l'Allemagne et le Danemark. « Il s'agit de donner une voix aux réfugié.e.s, de parler d'eux (refugeelives.eu). Sara Sarabi, Nina Marie Olsson et d'autres sont inclus dans ce programme de 2 ans, avec 400 nouveaux venus, des films et des chansons. La bibliothèque coopère avec toutes les communautés, avec les Musées de Malmö et avec des ONG.

D'origine iranienne, Sara Sarabi a un diplôme de bibliothécaire. Elle a étudié à l'Institut des migrations et des relations d'Helsingborg en 1998. Elle a travaillé comme traductrice, bibliothécaire et professeure de musique pendant 15 ans à Téhéran. En tant que bénévole, elle gérait un bus-bibliothèque. Elle s'est aussi consacrée aux droits des femmes. Elle est venue en Suède en 2009 et obtenu la citoyenneté suédoise en 2011. Revenant sur son histoire à Téhéran, elle se souvient qu'à 8 ans, elle avait été exclue de l'école parce qu'elle organisait des protestations...

Le musée d'art moderne de Malmö : atteindre les invisibles

Ana Maria Bermeo est commissaire en charge des programmes d'éducation et des expositions de type éducatif. Le musée d'art moderne de Malmö a le soutien de la région, de la ville, de l'Etat, un tiers chacun. Il a un mandat spécifique pour atteindre des groupes non visibles. Ana Maria est en poste depuis 4 ans. Il y a eu la crise des migrants en 2015. Après, la ville a beaucoup changé. L'arabe est la langue étrangère la plus importante. Mais un certain nombre de personnes ne sont pas enregistrées – Afghanistan, Syrie, Liban, Irak. A la maison, le suédois n'est pas parlé. Le musée a introduit l'arabe avec des guides et des textes en trois langues. Un samedi par mois, le musée est gratuit depuis deux ans. Mais les populations visées ne viennent pas. Malmö est très ségrégué. 20 SEK, c'est beaucoup

d'argent pour certaines personnes. Il y a eu le soutien de la Croix Rouge et de Fryshuset, un trust basé à Stockholm. Ils aident notamment les mères seules et les orphelins. Avec des volontaires, la Croix Rouge organise un groupe à 5.30. Le musée reste ouvert pour les groupes invités. Ils sont venus chaque mardi pendant 8 semaines. » Ils ont invité un artiste. La Croix Rouge gère des écoles pour adultes.

Le musée n'a pas d'exposition permanente. Les expositions changent trois fois par an. Les expositions politiques ont plus de succès. Depuis trois ans, les écoles publiques accueillent principalement des étranger.e.s. Ils ont un cursus de deux ans et peuvent ensuite aller à l'université. Il y a un programme de formation connecté aux expositions.

Depuis 3 ans, il existe une coopération avec le musée national d'art moderne de Stockholm et l'académie des arts. Des artistes sont engagés dans ces coopérations. Ana Maria Bermeo a organisé des ateliers avec 3 écoles – Rosengård, Fosie et Södra Innerstad. Une exposition a été organisée avec les travaux des enfants (dessins et peintures). Sans compter la coopération avec un trust américain, Save the children. Des images de l'exposition ont été présentées dans les écoles. Les enfants ont fait des auto-portraits, des collages, des peintures, des dessins. L'expérience a duré de 5 à 6 mois. Toutes les familles étaient invitées avec des bus loués exprès. Très peu sont venues. L'exposition a duré environ 3 semaines. Il y a eu une évaluation. Les enseignant.e.s sont venu.e.s mais les familles ne se sont pas déplacées. Les enfants ne quittent pas leur quartier.

Huit personnes extérieures travaillent au musée sur les programmes, avec le commissaire à l'éducation. Malmö a candidaté pour être la protectrice de la minorité finlandaise, avec un soutien de la Région de Scanie et un soutien financier de l'État. Le département culturel de la ville a proposé des activités. Ana Maria a pris contact avec les personnes de la minorité et une artiste finlandaise a été engagée : tour de la ville en finlandais et ateliers avec 20 personnes (octobre 2018). 5 sessions supplémentaires sont prévues pour le printemps. Tous les musées ont ce mandat.

L'expérience de la migration. Dur et enrichissant. Mais Ana Maria Bermeo reste sceptique. D'origine colombienne, elle est la seule « migrante » dans le personnel du musée : « Quoique vous fassiez, toute votre vie, ils ne cesseront de vous poser la question – d'où venez-vous?, vous réduisant ainsi au fait d'être migrant, comme si votre identité n'était que cela alors que vous êtes plus que votre histoire de migration.

Le musée des mouvements : un projet national suspendu pour Malmö

Alors membre vert (MP) du conseil municipal de Malmö, Nils Karlsson a eu l'idée de ce musée, baptisé "Musée des mouvements", alors qu'il était assis un jour dans le bus urbain à 5 kilomètres de Malmö et qu'il a entendu une discussion entre des adolescents contrariés. Ils avaient visité les musées de Malmö et ne comprenaient pas ce qu'ils faisaient avec un tas de « vieux rois suédois ». « Beaucoup ont leur histoire dans d'autres pays, mais il n'y a rien pour le confirmer" », soulignait Nils Karlsson.

En 2018, Armando Perla était responsable de projet pour ce musée, musée national pour la Démocratie et la Migration (entretien du 19 novembre 2018, Malmö). Sa co-directrice avec Fredrik

Elg, Roxana Ortiz, a sillonné le pays, l'Europe et d'autres continents, pour prendre connaissance d'initiatives similaires, l'un des maîtres-mots de ce futur musée étant la promotion de l'histoire orale, de voix « jamais entendues ». Monsieur Perla, juriste, a travaillé au Canada au musée canadien pour les Droits de la personne, basé à Winnipeg. Toute l'expérience de ce musée a été fondée sur les témoignages oraux, les histoires des migrant.e.s, des réfugié.e.s, des peuples premiers. Une méthodologie de l'histoire orale y a été développée avec le concours du professeur Stephen High, de l'Université Concordia. Pour préparer l'initiative suédoise, des ateliers ont été organisés sous forme temporaire, dans le quartier de Mollevan, Un budget a été accordé pour 2 ans et le personnel a été recruté, 5 personnes en 2019, 100 étant prévues, avec le soutien de divers experts. L'anglais était la langue de travail, compte-tenu des parcours divers des personnes impliquées. Monsieur Perla est lui-même d'origine salvadorienne.

Le premier travail s'est fait avec les organisations communautaires : Perses/Iraniens, Latino-américains... L'idée de migration forcée était très large. Monsieur pensait ici aux déplacements forcés des Samis. L'idée était d'ouvrir le dialogue avec les représentant.e.s des différentes associations, puis d'engager des contacts avec les membres sur le terrain. Des conseils consultatifs étaient en voie de constitution.

Nous avons appris le 15 septembre 2020, que le projet du musée n'était plus inclus dans le budget du gouvernement suédois (Telle, 2020). C'était un programme lancé depuis 5 ans à cette date. Les raisons invoquées ont été que les activités proposées par le musée sont une redite de programmes déjà réalisés ailleurs, dont l'État suédois est partie prenante, comme le Forum pour les activités historiques. Si la Ville de Malmö souhaite toujours un musée national, le message du gouvernement est le suivant : « La mairie de Malmö peut continuer cette expérience si elle le souhaite. » Il reste une question légitime : pourquoi un investissement de 5 ans pour en arriver là ?

Examinons à présent les différentes mobilisations à l'œuvre en France et à Saint-Denis, les stratégies engagées par les pouvoirs publics et les associations qui travaillent avec eux.

La France : de la diversité aux droits culturels

Saint-Denis : une histoire millénaire mais un site choisi pour ses opportunités agricoles puis industrielles

La basilique-cathédrale de Saint-Denis est le tombeau de tous les rois et reines de France, à quelques exceptions près. Outre – ou malgré cet héritage chrétien et royal – Saint-Denis et singulièrement sa plaine – sont devenus le grenier agricole de Paris, puis son berceau industriel.

Saint-Denis comptait en 2018, 12 091 habitant.e.s (INSEE). 35116 habitants n'ont pas la nationalité française (31,6%). On relève aujourd'hui un total de 120 nationalités dont l'algérienne est la première (6187 personnes, soit 16%).

Depuis la désinstrualisation, les activités de Saint-Denis ont évolué vers le tertiaire (siège de grands groupes et de PME) et vers l'événementiel (Stade de France).

Les chantiers politiques de Saint-Denis

Lorsque nous avons rencontré Sonia Pignot, elle était maire adjointe à la Culture, au Patrimoine et à la Mémoire de la Ville de Saint-Denis depuis 2014 (entretien du 11 octobre 2019, Saint-Denis). Sonia Pignot a grandi à Saint-Denis, dans le quartier de Floréal. Elle a fait des études d'anthropologie. Elle a passé 14 ans à la mairie de Paris. Elle a constaté une politique de rayonnement de Saint-Denis mais l'absence de liens entre les petits réseaux. « La politique culturelle ne reflétait pas la diversité. » Elle a rencontré le réseau de l'Agenda 21 de la Culture et leur a demandé d'accompagner les démarches municipales, avec la mise en place d'un schéma d'orientation sur les droits culturels. Plus de 300 participant.e.s ont été réuni.e.s pour un gros séminaire d'ouverture avec un effet symbolique en décembre 2015. Après les attentats, les lieux culturels étaient les seuls ouverts.

« En fait, selon Sonia Pignot, la culture devrait faire partie de tous les services. » Le département de Seine-Saint-Denis a participé au Schéma d'orientation. Pour la deuxième fois, le prix « Osez le musée » du ministère de la Culture et de la Communication a été décerné au musée d'Art et d'Histoire de Saint-Denis - musée Paul Éluard - en 2019.

Le soutien aux institutions culturelles est de long terme : l'Écran de Saint-Denis, le festival de Saint-Denis, le musée. 4% du budget de la ville est consacré à la culture. Des rendez-vous réguliers ont lieu avec les associations et les institutions. Mais le temps administratif est très long. Le lien est insuffisant avec les quartiers. Beaucoup de petites compagnies de théâtre et de danse manquent de salles. Avec les petites associations, la méthode reste archaïque, au travers d'un Copil, » conclut Sofia Pignot.

La direction des Affaires culturelles de Saint-Denis

Didier Coirint était directeur de la Culture de la ville de Saint-Denis lorsque nous l'avons rencontré. Selon lui, l'approche qui consiste à considérer la culture des gens est beaucoup plus pertinente, à partir des droits culturels (entretien du 27 novembre 2018, Saint-Denis).

Pour les enseignements culturels et artistiques, un pôle a été créé. Le pôle patrimoine, musée, archéologie, archives est maintenant en place. Il existe des audioguides en 6 langues dont le portugais, l'arabe, l'espagnol, l'anglais. Le mandarin est prévu. L'idée est d'avoir autant de traductions que de nationalités.

Concernant le conseil consultatif des droits culturels, trois ou quatre réunions ont eu lieu. Didier Coirint regrette que seuls ceux qui étaient déjà informés soient venus. Il y a 7,8 millions d'euros pour la culture, soit 3,5% du budget de la Ville. 50% du budget va au scolaire. La santé, le social bénéficient de budgets très importants. 2,2 millions va aux équipements culturels - TGP, L'Écran, le festival de Saint-Denis. Il reste 200 000 euros pour le tissu associatif, malheureusement.

Pour la prise en compte des droits culturels, selon Didier Coirint, Saint-Denis est assez pionnière. Des villes comme Rennes ou Lyon ont une approche beaucoup plus classique. Quoi qu'il en soit, Saint-Denis a un patrimoine artistique à défendre : « La ligne 13, c'est NTM, Joey Star... 30 ans de culture urbaine », souligne-t-il.

Les droits des femmes

Marie Leroy, est chargée de mission Droits des femmes au sein de la direction des Solidarités et du Développement social à Saint-Denis. C'est une mission transversale qui a pour objectif de lutter contre les violences envers les femmes, de prévenir les comportements sexistes et de mener des actions sur le thème de l'égalité femmes/hommes.

Marie Leroy a une maîtrise en sciences de l'éducation, un DEFA (Diplôme d'État relatif aux fonctions d'animation). Elle est correspondante pour la ville de Saint-Denis de l'Observatoire des violences envers les femmes de Seine St. Denis et anime le réseau local de lutte contre les violences faites aux femmes.

La mission Droits des femmes propose des sorties culturelles et des visites citoyennes pour différents publics de femmes (femmes en errance, femmes victimes de violences et femmes fréquentant la maison du bébé - lieu d'accueil pour renforcer le lien parents/enfants).

En partenariat avec le cinéma l'Écran et le Panorama du cinéma du Maghreb et du Moyen-Orient, des cinéclubs sont organisés tous les deux mois. Un gros travail de médiation culturelle est réalisé pour permettre aux femmes d'accéder au cinéma : les films sélectionnés parlent de la condition des femmes : entre 35 et 99 participantes découvrent le jeudi après-midi des fictions ou des documentaires.

Avec les centres de planification, des rencontres sont aussi organisées en partenariat. L'écrivaine Élise Thiébaud a présenté aux collégien.n.e.s son livre, *Ceci est mon sang* (2007). En 2020 le spectacle *Tout sur le rouge* de cette même autrice a été présenté à la bourse du travail en présence de femmes, de collégiens et de lycéens.

À la suite du rapport de Jean-Paul Delahaye sur la grande pauvreté et la réussite scolaire (Delahaye, 2015) contemporain de celui de Marie-Aleth Grard, alors vice-présidente d'ATD Quart Monde, *Une école de la réussite pour tous* (Grard, 2020), la directrice de l'académie de Créteil a demandé à une équipe pluri-sectorielle d'imaginer des actions académiques susceptibles de mobiliser les acteurs sur la question des effets de la grande pauvreté en termes de réussite scolaire. Avec l'appui des fédérations de parents d'élèves et d'ATD Quart Monde, a été imaginé un dispositif susceptible de rapprocher les deux univers en les plaçant dans un espace où la parole de chacune et chacun aurait la même dignité. Avec le Théâtre de la fugue, le théâtre-forum est apparu comme capable de répondre à l'ensemble de ces défis. « Le théâtre-forum est très utile pour les garçons », souligne Marie Leroy.

Sur la représentation des femmes les choses bougent : à titre d'exemple, le festival de Saint-Denis a programmé trois femmes cheffes et une compositrice. En 2021, Saint-Denis faisait partie du

dispositif « cité éducative ». Celui-ci vise à intensifier les prises en charge des enfants et des jeunes, avant, pendant et après l'école.

Le service des Études locales de la Ville de Saint-Denis (SEL)

Outre les études de publics réalisées auprès du TGP et de l'Écran, le SEL travaille sur les questions de migration, en lien avec les territoires. Une étude sur les migrants qui vieillissent au sein de foyers de travailleurs montre par exemple que leur prise en considération via des actions culturelles est plus facile que l'attention à l'indignité de leurs conditions de vie et de leurs souhaits. « On assiste à une dépolitisation de la question des vieux migrants. (...) Ils ne sont pas pensés comme des citoyens », observe la sociologue Christine Bellavoine. Une étude concernant la mécanique de rue montre par ailleurs que les effets de la migration et des mauvaises conditions d'accueil sont importants et génèrent une économie de la subsistance souvent mal considérée. Plus globalement, les questions liées aux discriminations et aux conditions de vie des personnes migrantes sont peu analysées. Pour deux raisons, selon Christine Bellavoine : le passé communiste fondant les rapports sociaux sur la lutte des classes et plus généralement en France, la crainte du communautarisme.

Que penser du schéma d'orientations sur les droits culturels ? Le travail d'élaboration mené avec les acteurs culturels ne s'est pas transformé en une réflexion globale au niveau de l'ensemble des directions municipales.

Un conservatoire ouvert sur son environnement

Le conservatoire accueille environ 900 élèves - dont plus des deux tiers sont des musiciens. 6 personnes en matière d'accueil, d'administration et de logistique technique y travaillent en permanence dont le directeur, Damien Charron, qui a depuis, pris sa retraite. Il compte 43 enseignants en musique et danse, 40 professeurs de musique et 3 professeurs de danse. 50% sont des fonctionnaires titulaires. Quelques enseignant.e.s sont des intermittent.e.s. 90% du financement est municipal. Les cours, payants, assurent 10% des recettes. La DRAC d'Île-de-France soutient le conservatoire sur projet. Signalons que dans le cadre des classes à horaire aménagé musique (CHAM), en collaboration avec l'éducation nationale, la scolarité au conservatoire est en accès gratuit pour les élèves retenus (la ville prenant en charge la totalité des coûts). Le budget annuel est de 26 000 € pour le fonctionnement, 1,2 millions pour la masse salariale.

Ce que le conservatoire tente d'instaurer, c'est une horizontalité de l'action, un échange et une formation par la pratique, sans assignation. « Saint-Denis est en pointe sur ces questions, notamment en ce qui concerne l'égalité femmes/ hommes. L'aspect social fait partie d'une politique générale », souligne Damien Charron.

Le projet de conservatoire, porté par la majorité précédente, prévoyait de réunir le conservatoire de musique et de danse et l'école municipale d'arts plastiques Gustave-Courbet. Or il a été abandonné par le nouveau conseil municipal, le 17 décembre 2020.

En ce qui concerne la gouvernance, les usager.e.s participent aux visions d'avenir. Dans le conseil d'établissement, ils/elles sont partie prenante. Il existe plusieurs collèges dont celui des usager.e.s : un.e représentant.e des parents, un.e représentant.e des élèves mineurs, un.e représentant.e des élèves majeurs, un.e représentant.e de l'APEC (Association de Parents d'Élèves du Conservatoire).

En termes de pédagogie et d'art, « la musique classique occidentale n'a pas de priorité. Les musiques actuelles sont présentes dont le jazz et les musiques populaires », souligne Damien Charron. Un travail se fait sur l'oralité, en appuyant la réflexion sur les expériences existantes et rencontrées : en particulier El Sistema Miami ainsi que Les Passeurs d'art et Démos. Ce dispositif existe sur Saint-Denis depuis l'origine.

La pédagogie de l'apprentissage associe des processus collectifs et individuels, et un système de location d'instruments du conservatoire. Il aide les élèves les moins favorisés à commencer : « Pour en finir avec la logique du "premier arrivé, premier servi", en assurant une meilleure équité dans les modalités d'attribution des places », souligne Damien Charron. Le Conservatoire accueille les élèves depuis les 5-7 ans jusqu'à l'âge adulte. Il y a eu 330 pré-inscriptions à l'été 2019 et pas loin de 300 nouveaux élèves sont entrés au conservatoire à la rentrée de septembre 2019, alors que d'autres sont partis. En 2019, en tout, il y a eu cent élèves en plus à la rentrée, ce qui confirme le sous-dimensionnement du conservatoire.

Le conservatoire manque d'adolescent.e.s dans ses effectifs, souignait Damien Charron. Les maisons de quartier sont de bons partenaires pour les actions décentralisées. Des partenariats sont à développer avec le musée Paul Éluard et l'Unité d'Archéologie. Les coopérations avec les médiathèques sont positives.

Le festival de Saint-Denis : l'accueil de l'international

Elle aussi, ancienne étudiante du master « Gestion culturelle » de l'IEE de Paris 8, Clémence Pesnot était en 2019, chargée des actions de sensibilisation au Festival de Saint-Denis, elle avait affaire au public scolaire et aux conservatoires mais elle connaissait également les autres activités du festival en direction des publics. Sa collègue, Lucie Chauchat s'occupait des associations (entretien du 26 septembre 2019, Saint-Denis).

7 personnes travaillaient en 2019 au Festival de Saint-Denis, créé en 1969. Le festival emploie un directeur technique (intermittent en CDDU). Durant la préparation, l'équipe permanente est enrichie de stagiaires, CDD et intermittent.e.s pour la préparation du festival. Les bénévoles sont présent.e.s uniquement les soirs de concerts pour placer le public. 100 bénévoles dont une majorité de Dionysien.n.e.s sont impliqué.e.s. La Ville de Saint-Denis est partie prenante. En termes de recettes, 40% viennent du secteur public - le département de Seine-Saint-Denis, Plaine Commune, la Région Île-de-France. 30 à 35% viennent du privé. Le reste est apporté par la billetterie, restée stable jusqu'en

2020. Le festival organise des concerts, des ateliers et des visites. La DRAC apporte des fonds sur projet.

En outre, le Festival de Saint-Denis est à l'origine de Métis (festival pour les musiques du monde), financé par Plaine Commune et dont le Festival de Saint-Denis est le producteur délégué. Depuis 2015, 10 000 € est la somme allouée par la DRAC sur le programme « Culture et lien social ». Elle finance également le festival pour des résidences d'ensembles musicaux (concerts et actions pédagogiques), à des niveaux plus élevés. Le festival organise des parcours autour d'une générale ouverte destinée au public non-scolaire. Mais des scolaires y sont également présents. Il s'y mène des ateliers (2016, sur la thématique Anne de Bretagne) au musée Paul Éluard et au musée de la Musique à Paris. Un temps est dédié aux familles avec des ateliers contes, voyages, jeux, pratiques amateurs. En 2017, le festival a réalisé une coproduction avec le TGP pour *l'Orfeo* de Monteverdi.

En 2018, a eu lieu un atelier de *soundpainting*, improvisation collective avec de la gestuelle et des chants. L'expérience réunissait des personnes « de 7 à 77 ans » et plus. Le programme « Réussite éducative » de la mairie a été associé, ainsi qu'une maison de quartier du Landy à Saint-Ouen. En 2018, également, un programme Schönberg avec *Les Gurrelieder* dans la basilique de Saint-Denis a servi de support à cette pratique du *soundpainting*.

Le festival entretient aussi des liens avec la Philharmonie de Paris, autour du projet Démos. Dans ce cadre, en 2019, le concert de fin d'année des orchestres Plaine Commune et Est Ensemble a eu lieu dans la Basilique de Saint-Denis pendant le festival, et aussi autour du programme Orpheus XXII, projet musical européen initié par le gambiste catalan, Jordi Savall. Objectif : former un orchestre réunissant des musiciens professionnels réfugiés afin de favoriser leur intégration en Europe et de transmettre leur culture.

Le festival organise chaque année des concerts à destination des écoles élémentaires de Plaine Commune. Les écoles sont choisies en concertation avec les villes. Dans ce cadre, 70 à 75 classes sont accueillies, y compris les IME et les classes d'enfants étrangers. Cela ne concerne que l'école primaire ; pour les collèges et lycées, d'autres parcours sont mis en place, autour des générales ouvertes déjà évoquées. Les enfants de migrant.e.s ou de réfugié.e.s sont également accueillis : 16 enfants maximum, d'unités pédagogique pour élèves allophones arrivants - UPE2A, et 16 enfants maximum primo-arrivants (non ou peu scolarisés). Les classes comportent au maximum 16 élèves. Leurs familles parlent principalement arabe mais aussi romani, tamoul, diverses langues ouest-africaines... « Ces enfants peuvent souffrir de troubles cognitifs voire de handicaps non diagnostiqués, explique Clémence Pesnot. Les instituteurs/institutrices sont détaché.e.s dans les collèges pour soutenir des projets culturels dont la musique. »

La Ligne 13 : un précurseur parfois oublié

La Ligne 13 ou Maison de la jeunesse est installée dans un ancien orphelinat. Elle accueille des associations, travaille avec la mairie depuis 20 ans. Elle dépendait, lors de notre entretien, de la direction de la Jeunesse. Il existe 13 antennes jeunesse. Yaya Bagayoko est responsable du pôle hip-

hop à la Ligne 13 (entretien du 29 janvier 2020, Saint-Denis). Il est musicien, il a fait du rap pendant dix ans.

« Il s'est produit des événements très spéciaux à la ligne 13, c'est NTM, Joey Star, Grand corps malade, le festival du hip-hop ... », souligne Yaya Bagayoko. Le SPAC a été précurseur de tout : battle dance avant tout le monde, championnats avec des soirées auto-produites. Et les jeunes récupéraient la recette.

Chaque année, la Ville de Saint-Denis, via la Ligne 13, organise un tremplin ouvert aux artistes de 11 à 30 ans. C'est une chance unique pour les jeunes, de se faire connaître. En juin, ils/elles se produisent en première partie du Festival Hip-Hop et des cultures urbaines. En 2019, l'appel à candidatures a donné 40 à 50 réponses, 6 ont été retenues, puis finalement 3. 2 000 jeunes viennent pendant le festival, un public de jeunes adultes. Le festival Hip-Hop et des cultures urbaines attire des personnes autour de 35 ans.

Il existe 2 studios de répétition et d'enregistrement à la Ligne 13. 4 personnes y travaillent, sans compter les vacataires. Le personnel est payé par la Ville. Il existe plus de 70 programmes par an, compte non tenu des fêtes de quartier. La direction de la Culture est présente sur les gros événements. Le prochain temps fort est l'organisation des Jeux olympiques en 2024. En ce qui les concerne, selon Yaya Bagayoko, ils bénéficieront aux sociétés installées : « Il y aura des miettes pour les associations. » La Maison de la jeunesse organise toujours un pique-nique-concert de rentrée, en coopération avec le Panorama des Cinémas du Maghreb et du Moyen-Orient.

Le budget de fonctionnement de la Ligne 13 était de 130 000 € en 2020, ce qui est très peu, selon Yaya Bagayoko. Il regrette que la direction de la Culture de la mairie ne s'occupe pas des jeunes. « Les cultures urbaines ne sont pas considérées, l'ADN de la culture reste la musique classique. Les associations travaillent pour le festival mais pas la direction de la Culture. Le street art est promu, alors pourquoi pas le hip-hop ? ». Depuis 2020, la Maison de la Jeunesse a été rattachée à la direction culturelle de la ville. Autre problème : à Saint-Denis, il manque une salle intermédiaire, entre les salles existantes et le stade de France. Il faudrait un lieu pour 400 personnes.

Les médiathèques de Saint-Denis : un réseau engagé

Depuis la création de Plaine Commune en tant qu'établissement public territorial en 2016 - Aubervilliers, Épinay/Seine, l'île-Saint-Denis, La Courneuve, Pierrefitte, Saint-Denis, Saint-Ouen, Stains, Villetaneuse -, cette entité est responsable de la lecture publique dans les 9 communes et bientôt 8, qui relèvent de son autorité. Penda Diouf a été responsable des médiathèques de quartier de Saint-Denis (entretien du 27 décembre 2019, Paris). Pour Plaine Commune, elle a été assistante de conservation. Elle a passé 5 ans à la médiathèque Ulysse de Saint-Denis, et ensuite devenue directrice des 4 médiathèques de quartier : Gulliver, Ulysse, Don Quichotte, la Ludothèque... Elle écrit des pièces sur les questions d'identité et de féminisme. Elle se trouvait en 2019, en résidence à la Maison des femmes.

Elle nous fait part de son témoignage et de ses remarques : un atelier du multimédia s'est tenu depuis 2008, chaque semaine. Il y a également un atelier de conversation à la médiathèque Ulysse avec les Femmes du Franc-Moisin et pour tous publics. Pour que le fond soit pertinent, certaines médiathèques diffusent 200 documents en langue étrangère *a minima*. « Il faut valoriser cet acquis », souligne Penda Diouf. Il existe des albums et des livres en tamoul, turc, arabe, français, anglais, allemand, espagnol, italien, japonais, russe, portugais. Des outils de communication existent en anglais, espagnol, arabe, portugais, tamoul. Le site bilingue des médiathèques est en français-anglais. Tout est gratuit.

En 2018, un sujet fédérateur a été « Afro », le cheveu crépu. Une exposition s'est tenue au TGP, un film à l'Écran, un atelier de coiffure, un atelier d'écriture animé par Penda Diouf. Les médiathèques travaillent avec les directeurs de quartier. Il existe 7 quartiers à Saint-Denis. La « démarche quartier » - espace de dialogue et de projets – est assurée par des élu.e.s délégué.e.s, accompagné.e.s par un directeur de quartier. Celle de la cité Floréal - Gulliver - dispose d'une grainothèque, autrement dit un outil qui permet l'échange continu de graines de fleurs, de fruits et de légumes hors du système marchand. Il semble que cette pratique doive s'étendre à terme à toutes les médiathèques.

Penda Diouf rappelle le principe de réalité : la fragilité des personnes, les faibles revenus. « Il faudrait faciliter l'accès aux démarches dématérialisées. Il existe un problème d'outil ou de langue. Il faut avoir une réflexion sur les quartiers périphériques. »

L'exemple d'une maison de quartier : Floréal

La maison de quartier a été créée en 1967. Laure Labrosse en est responsable depuis 2014. Selon elle, « la maison de quartier est un outil de médiation, une interface. L'ancrage dans le quartier est fondamental ». Floréal fait partie des centres sociaux agréés CAF. C'est une gestion municipale. Il existe une fédération des centres sociaux (entretien du 2 octobre 2019, Saint-Denis). Laure Labrosse est également une ancienne étudiante de l'Institut d'études européennes de Paris 8, master « Villes ».

La maison de quartier se situe dans le grand quartier Floréal Saussaie Courtille/Allende Neruda/Mutuelle (15 500 habitants). Sa zone d'influence concerne les trois cités les plus proches (Floréal, Saussaie, Courtille, 6 500 habitants). La maison de quartier opère dans un environnement où vivent beaucoup de jeunes non qualifiés, de chômeurs, de familles monoparentales, de seniors. Elle a une vocation globale : tous les âges y sont accueillis.

Tous les trois/quatre ans, le projet social est renouvelé. Pour Floréal, cela a eu lieu à l'été 2017. Le travail accompli a consisté en enquêtes, questionnaires, rencontres à la sortie des écoles, événements, réunions. Huit permanent.e.s sont payé.e.s par la Ville, on compte huit vacataires à temps partiel, ainsi que d'autres aides partielles, en particulier pour le projet « Mémoires du quartier ». Une personne est détachée d'un autre service. Des projets sont co-financés avec le TGP. On peut ajouter des bénévoles. Le professeur d'anglais est une habitante, le professeur de couture était une habitante. La chorale kabyle est gérée par des habitant.e.s.

C'est un équipement municipal dépendant de la Vie des quartiers, avec un budget de fonctionnement et un budget de vacations. La CAF intervient financièrement sur l'animation globale, l'animation collective familiale, les sorties pour les familles, l'accueil enfants/parents etc.

La maison de quartier bénéficie aussi de financements dans le cadre du contrat de ville avec l'État, ainsi que de financements de la CNAV (Caisse nationale d'assurance retraite) pour les activités concernant les seniors.

« Pendant les vacances, l'idée est d'amener les gens vers des structures culturelles : musée du quai Branly, cirque Fratellini. Pour les adultes suivant des cours de français, des structures dionysiennes prêtent leur concours », indique Laure Labrosse.

Il est également question d'amener vers le quartier des activités artistiques : un spectacle du TGP, un concert du festival de Saint-Denis, des spectacles professionnels en pied d'immeuble. « Mais cela demande beaucoup d'énergie et le contact avec de nombreux partenaires. »

Plaine Commune, ainsi que les bailleurs ont été sollicités pour aider au financement de « Culture hors les murs », programmation de spectacles en extérieur dans le quartier. Il existe aussi un travail plus thématique qui implique de coopérer avec des artistes sur le long terme. En 2016, a eu lieu une Parade, en 2017, « L'Oeil du baobab » en 2018, coopération avec La Briche – la création de structures géantes et de masques -, en 2019, « Mémoires du quartier ».

Beaucoup de femmes fréquentent la maison de quartier pour des loisirs, de l'aide administrative, du jardinage, de la cuisine, de la poterie. « Les femmes sont hyper-présentes et très actives, souligne Laure Labrosse. Certaines ont un sentiment de déclassement, comme des anciennes avocates ou des anciennes assistantes sociales dans leur pays d'origine ». Les hommes sont moins nombreux. On les trouve plutôt au sein des cours de français. Ils fréquentent la salle informatique et demandent aussi une aide administrative. Certains ont des activités sportives. Les enfants font partie de groupes très mixtes.

Les pratiques artistiques amateurs sont hebdomadaires. Elles aident à préparer les événements thématiques. Il existe un pôle musique et danse. Un atelier du conservatoire est dédié à la musique cubaine pour les adolescent.e.s et les adultes, avec des élèves du conservatoire. Il a lieu le lundi soir.

Un atelier théâtral concerne les huit-onze ans, avec la participation d'une comédienne. Une représentation unique des travaux a lieu au TGP, puis sur place. Le travail est hebdomadaire, à raison d'une heure et demie.

Le projet Démos a été lancé avec la Philharmonie de Paris, qui en assure la coordination. Démos (Dispositif d'éducation musicale et orchestrale à vocation sociale) est un projet de démocratisation culturelle s'adressant à des enfants issus de quartiers relevant de la politique de la ville ou de zones rurales insuffisamment dotées en institutions culturelles. Depuis 2010, Démos s'attache à favoriser l'accès à la musique classique par la pratique instrumentale en orchestre. Le dispositif doit sa réussite à un encadrement éducatif adapté, à la coopération entre acteurs de la culture et acteurs du champ social, au développement d'une pédagogie collective spécifique et à la formation continue des intervenant.e.s.. (source : Philharmonie de Paris) Pour Floréal, Démos touchait à sa fin en 2019.

« Histoire des 3 cités »

Il s'agit d'un projet « Mémoires du quartier », mené sur trois ans. Réalisé avec les habitant.e.s, il a consisté en archives photographiques, entretiens, consultation de rapports écrits, d'enregistrements sonores, de films, tendant à rendre vivantes les traces historiques des quartiers de Saussaie, Floréal et Courtille. Le 3e numéro édité par la maison de quartier Floréal rend également hommage aux associations et aux bénévoles qui oeuvrent dans ces quartiers. Un dispositif intitulé « Parenthèse » a associé des écrits et des collages de collégien.n.e.s, notamment réalisés lors des ateliers animés par l'artiste Claire Courdavault et la slameuse Yam Layam (Garcia, 2019). Avec Claire Courdavault, une fresque géante a été réalisée dans un des couloirs de la maison de quartier, une émission avec Radio Déclic association, et des balades urbaines avec l'Unité d'archéologie.

Laure Labrosse et son équipe sont attachées à la concrétisation du Schéma d'orientations sur les droits culturels, lancé par la mairie de Saint-Denis. Elle pense que les maisons de quartier ont l'ambition et les moyens de cette concrétisation.

La Maison de la vie associative : un projet voulu par la mairie de Saint-Denis

Nous devons tout d'abord rendre hommage à Dominique Brousse, directeur de la Maison de la vie associative (MVA) en 2019 : tout d'abord parce qu'il ne s'est pas contenté de nous accorder un entretien, mais aussi parce qu'il nous a ouvert largement son carnet d'adresses (entretien du 13 novembre 2019, Saint-Denis). Comme il l'a indiqué, le maire d'alors, Patrick Braouzec, avait décidé de la création de la Maison des associations dès 2001. « Il fallait un lieu pour les associations », souligne Dominique Brousse et ce fut chose faite en 2004. Ce dernier a été chef de service dans l'administration. En 2019, il dirigeait la Maison de la vie associative depuis 2006 et il a pris sa retraite en 2020.

La MVA dispose de 7 fonctionnaires territoriaux, pratiquement pour l'ensemble de ses activités. Son budget est de 7 millions d'€ par an. 90 000 € vont au fonctionnement, 86 000 vont aux subventions. Elle accorde en moyenne 500 € par projet. 15 associations sont élues par les associations inscrites pour siéger à son conseil. Structure municipale, la MVA a pour objectif de dynamiser la vie associative à Saint-Denis : elle dispense des conseils juridiques et comptables, réalise des cycles de formation, propose des conventions d'utilisation pour ses locaux, offre des services de domiciliation et la location de matériel, ainsi qu'un service de reprographie. Au nombre de ses réalisations, on compte le pilotage de la Quinzaine antiraciste, le copilotage de la Fête de Saint-Denis, l'organisation du Forum de la vie associative et l'organisation de la cérémonie dans le cadre de la Journée internationale du bénévolat.

Dominique Brousse indique qu'il existait des conseils consultatifs à Saint-Denis, dans les années 2000. Celui de la culture a rendu l'âme. Ès-qualités, Dominique Brousse a participé au Conseil des droits culturels, lequel, selon lui, « a eu peu d'échos ». Dans le cadre de la coopération internationale, Saint-Denis est jumelée avec environ 10 villes. Dans les années d'après-guerre, la cité s'est associée à

Sesto-San-Giovanni – alors une mairie communiste italienne – jumelage suspendu pour des raisons politiques - avec Gera cité d'Allemagne de l'Est, avec Kievski (arrondissement de Moscou) et avec Coatbridge, ancienne ville minière du Comté écossais du North Lanarkshire au Royaume-Uni. Certains de ces jumelages ont été abandonnés, d'autres ne sont pas très actifs. Cela étant, le jumelage avec Tuzla (Bosnie-Herzégovine), axé sur la culture, a été important pendant la guerre en ex-Yougoslavie. Des contacts ont été pris avec le camp de Rafah dans la bande de Gaza, pour être finalement suspendus après l'arrivée du Hamas dans le territoire. Par ailleurs, des changements politiques ont altéré les conditions d'échanges avec certaines villes comme Porto Alegre (fin du mandat du parti des Travailleurs en 2004), Tuzla (orientation nationaliste serbe de l'actuelle Alliance des socio-démocrates indépendants) et Nazareth.

Les accords de coopération décentralisée consacrés au développement semblent conférer aux jumelages une durée de vie plus longue, comme c'est le cas avec la Kabylie (Larbaâ Nath Irathen) et le Mali (Djélébougou/Karokoro et région de Kayes). Comme le fait remarquer Dominique Brousse, les associations communautaires basées à Saint-Denis envoient des sommes importantes au pays. C'est une cagnotte très conséquente que les collectivités locales ne peuvent pas compenser. En 2015, Fodhil Hamoudi déclarait au *JSD* : « Aujourd'hui, nous soutenons notamment des projets de développement social en Kabylie (Algérie) et dans la région de Kayes au Mali ; nous organisons des échanges entre jeunes avec Tiznit au Maroc et Santa Catarina au Cap vert... (...) La coopération peut prendre des formes diverses : aide au développement, appui institutionnel, gestion commune de biens et de services... (27 août 2015) ». Certains jumelages ont aussi eu lieu avec le soutien du programme URBAL de l'Union européenne, parfois avec des thèmes particuliers, comme dans le cas de Porto Alegre (Brésil) – démocratie -, de Quito (Équateur) – genre.

Enfin, il convient d'évoquer le projet de coopération entre Saint-Denis et Oakland (État-Unis) qui a donné lieu à un voyage d'étude dionysien en 2019. Oakland – 420 000 habitant.e.s – est la troisième grande ville de la baie de San Francisco. Elle partage avec Saint-Denis des préoccupations similaires : marché de l'emploi en inadéquation avec les besoins locaux, pression immobilière qui fait augmenter les loyers, souci de donner à la participation citoyenne et à l'art et la culture un rôle central « dans la fabrique de villes plus inclusives et plus créatives » (Donadieu & Gayet, 2021, p.i).

Dans cette perspective, l'adhésion de Saint-Denis au réseau Culture 21, déjà évoqué, fournit une assise solide pour les projets de partenariat en cours. Il est aussi intéressant de constater que la Maison de la Vie associative conjugue une grande attention aux associations dionysiennes avec un engagement continu dans la coopération internationale.

Les associations nationales représentées à Saint-Denis

Femmes solidaires : pour un féminisme solidaire et universel

L'Union des femmes françaises a été créée en 1944 par des résistantes de Saint-Denis. Elles envoyaient des colis aux prisonniers. Député de la seine, ayant exercé des responsabilités à Saint-Denis, Fernand Grenier fut le représentant du Parti communiste français auprès du général de Gaulle à Londres, et

l'auteur de l'amendement du 21 avril 1944 accordant aux femmes le droit de vote et d'éligibilité. Un congrès a eu lieu en 1944. Il y avait 170 bases de Femmes solidaires, y compris dans les Dom Tom.

L'association de Saint-Denis fonctionne avec 400 bénévoles. L'adhésion est à partir de 10€. Femmes solidaires est reconnue d'utilité publique ; c'est une association d'éducation populaire. L'association travaille avec l'éducation nationale pour les lycées sur le thème de l'égalité filles/garçons. Il existe un système de passeport étudiant avec un.e étudiant.e par an. Elle bénéficie d'un local à la Bourse du travail où elle est logée gratuitement par la Ville. Elle joue un rôle d'orientation pour toutes les femmes confrontées à la polygamie, et aux situations de divorce. Les adhérentes sont de toutes nationalités. Une grande majorité travaille. Un congrès national a lieu tous les quatre ans et une assemblée générale du comité local, tous les ans. L'association lutte pour les droits des femmes.

Un réseau s'est créé avec l'Éthiopie. À Djibouti, en 2005, un échange a été mis sur pied pour que les exciseuses reçoivent une formation de sage-femme. Conséquence : le nombre d'excisions a diminué. De plus, l'association a organisé des marrainages pour la scolarisation des petites filles.

Quant à Michelle Fabre, la présidente de Femmes solidaires – depuis 72 ans, elle habite Saint-Denis, elle a eu deux mandats au conseil municipal. Donc un long et beau parcours au service des femmes.

Les Restos du Cœur : des actions culturelles malgré les urgences

Lorsque Gérard Rousselle a rejoint les Restos du cœur de Saint-Denis en 2010, il avait 62 ans. Il restait beaucoup de chantiers inachevés pour l'association, dans le département : restos bébés, logement, insertion, questions juridiques et... action culturelle. Pour ce qui est du logement, les Restos du cœur utilisaient le bail glissant et ils payaient le loyer. À jour de leur dette, les personnes disposaient de l'appartement. Il a rejoint ensuite les Restos du cœur de Saint-Denis (entretien du 19 décembre 2019, Saint-Denis).

La personne qui s'occupait du cinéma voulait arrêter de s'y consacrer. Des places individuelles étaient réservées au cinéma l'Écran et des grandes séances familiales organisées au Gaumont. La séance spéciale Restos a lieu le samedi matin et accueille plus de 150 personnes ; d'autres restos existent dans les villes voisines. Des relations ont été entreprises avec eux. Cela a permis d'amener des personnes au théâtre des Champs-Élysées pour des concerts le dimanche, jusqu'à 30 personnes. Puis des pièces humoristiques au Trianon à Paris, au théâtre le Ranelagh. L'association bénéficie d'environ 15 séances par an au TGP. Il y a aussi une à deux visites de la Basilique. Gérard Rousselle est devenu le responsable Loisirs-Culture des Restos du Cœur de Saint-Denis.

Dans le cadre du Festival de Saint-Denis, Orpheus XXI a été créé par Jordi Savall, chef d'orchestre à l'UNESCO avec douze enfants de sept à onze ans recrutés parmi les enfants des Restos du Cœur de Saint-Denis. La Ville soutient ces initiatives. Deux fois par an, elle prête un car pour emmener les familles à une journée découverte à la Philharmonie de Paris. Le groupe participe à un cours de deux heures pour la découverte du violon et assiste ensuite à un concert.

Les partenaires des Restos du cœur-Saint-Denis sont : la Basilique, la Sainte Chapelle de Paris, l'Institut du monde arabe, la patinoire du Grand Palais, les Archives nationales (Pierrefitte)... Pour le Festival de Saint-Denis au mois de juin l'association dispose de plusieurs concerts avec vingt à trente places. Des formations à la culture ont lieu, L'académie Fratellini propose un prix d'entrée à 3 € par personne. Et enfin, Gérard Rousselle était en train de constituer une médiathèque pour les Restos du cœur – Saint-Denis, lorsque nous l'avons rencontré.

Environ 3 000 familles sont actuellement inscrites à Saint-Denis, soit 27 000 personnes. Les origines sont diverses : Guinée, Serbie, Algérie, avec des familles monoparentales à 70%. 5% profitent des offres culturelles. N'oublions pas que pour ce qui est des sorties, elles sont gratuites pour les familles accueillies.

L'un des soucis de Gérard Rousselle est que les bénévoles les plus anciens s'effacent petit à petit et que les jeunes « ne se précipitent pas, « Il y a un problème de renouvellement ». Il insiste aussi sur les moyens de plus en plus faibles pour les Restos du Cœur, alors que comme il le déclare au *JSD* du 22 octobre 2018 : les Restos du cœur souhaitent alerter l'opinion publique, comme le souligne Maxime Longuet (Longuet, *JSD*, 2021).

Conclusion

Il est intéressant de constater qu'au-delà des disparités de situations, la plupart des entités publiques consultées se préoccupent d'inclusion à des degrés divers : prise en compte de publics voire de participants handicapés, coopération avec les familles migrantes... Malmö fait preuve d'une politique volontariste, Saint-Denis a introduit les droits culturels pour tenter de fédérer des organisations fragmentées, Delhi et Kolkata font avec leurs contradictions de plusieurs ordres : pas d'objectif affiché pour l'inclusion culturelle, des moyens sous-estimés tout au moins au niveau du ministère fédéral de la culture et des opérateurs laissés à leurs propres ressources et capacités pour améliorer le système. Cependant, certaines de ces institutions font de leur mieux pour inclure une partie des « non publics ». L'autre leçon de ces enquêtes est que le statut de participant.e accordé aux enfants, permet parfois de sensibiliser leurs familles.

Bien que les moyens publics déployés apparaissent différents entre l'Inde et l'Europe, la volonté d'inclusion se retrouve sur les deux continents. Si l'Inde se trouve à la merci d'une affirmation culturelle officielle monolithique – l'indouisme -, la Suède est aux prises avec les Démocrates suédois qui ont revendiqué de baisser le niveau des entrées immigrées au minimum prescrit par l'Union européenne. Par ailleurs, la France doit composer avec le visage inquiétant du Rassemblement national qui, lui aussi, entend réduire les nombres d'immigrant.e.s.

Cependant, une remarque doit nous permettre de nuancer notre propos : la mobilisation des entités publiques réunies autour des droits des citoyens.n.e.s – droits culturels et au-delà -, montre la voie. Et nul ne doit oublier les bénévoles qui participent à cette vaste entreprise. En outre, les transferts d'expériences d'un continent à l'autre autorisent à penser transnationalement les expériences déployées. Acceptons-en l'augure.

Références

- Appadurai, A. (2015). *Après le colonialisme, Les conséquences culturelles de la mondialisation*, Payot. Paris: Payot.
- Autissier, A.-M. (2008). *Dialogue(s) interculturel(s) en Europe, Regards croisés sur l'Année européenne du Dialogue interculturel*. Paris: Culture Europe international.
- Brisson, T. (2018). *Décentrer l'Occident. Les intellectuels postcoloniaux chinois, indiens et arabes, et la critique de la modernité*. Paris: La Découverte.
- Conseil de l'Europe. (1992). *La politique culturelle nationale de la Suède: rapport national, objectifs, mesures et résultats*. Strasbourg: Editions du Conseil de l'Europe.
- Delahaye, J.-P. (2015). *Jean-Paul Delahaye, Grande pauvreté et réussite scolaire, le choix de la solidarité pour la réussite de tous*. Paris: Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Récupéré sur <https://www.education.gouv.fr/media/31706/download>
- Donadieu, J., & Gayet, L. (2021). *Oakland/Saint-Denis: Traduire les Villes et les Cultures*. Saint-Denis: Oakland/Saint-Denis Coop Project.
- Gonin, P., Kotlok, N., & Lima, S. (2011). Entre réseaux et territoires, des mobilisations multiscalaires pour le développement: Réseaux migratoires et communes rurales dans la région de Kayes, Mali*. *Espace populations sociétés*(2), 265-278. doi:10.4000/eps.6887
- Grard, M.-A. (2015). *Une école de la réussite pour tous*. Paris: Section de L'Éducation, culture et communication. Récupéré sur https://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Fiches/2015/FI13_000515_ecole_reussite.pdf
- Piketty, T. (2019). *Capital et idéologie*. Paris: Éditions du Seuil.
- Saez, J.-P. (2008). Repères pour mieux comprendre les enjeux interculturels. Dans A.-M. Autissier, *Dialogue(s) interculturel(s) en Europe, Regards croisés sur l'Année européenne du Dialogue interculturel* (p. 1). Paris: Culture Europe International.
- Saez, J.-P. (2021). Entendre le récit des transformations du monde dans les arts. *L'Observatoire*, 57(1), 5-10. doi:10.3917/lobs.057.0005
- Saint-Denis secteur des études locales. (2020). *Socio-démographie des 7 quartiers administratifs, in Le secteur des études locales, mairie de Saint-Denis, juillet 2020*. Saint-Denis: Mairie de Saint-Denis. Récupéré sur https://ville-saint-denis.fr/sites/default/files/content/documents/socio-demog_quartiers_2020.pdf
- Tamimi, F. (2019). *Cultural Diversity in Skåne, Rapport pour la Région de Scanie*. Malmö: la Région de Scanie.
- Tawat, M. (2018). *The Divergent Convergence of Multiculturalism Policy in the Nordic Countries (1964-2006). Immigration Size, Policy Diffusion and Path Dependency*. Malmö: Centre for Comparative Immigration Studies. Récupéré sur https://ccis.ucsd.edu/_files/Working%20Papers/wp197%20Tawat.pdf
- Vatsyayan, K. M. (1972). *Some aspects of cultural policies in India*. Paris: UNESCO. Récupéré sur <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000002218>
- Zabalueva, O. (2018). La muséologie et la création de musées : politiques culturelles et demandes culturelles. Dans A. Davis, & F. Mairesse, *The Politics and poetics of Museology* (Vol. 46, pp. 231-247). Paris: ICOFOM Study Series. Récupéré sur https://icofom.mini.icom.museum/wp-content/uploads/sites/18/2018/12/Icofom_ISS_n46_numerique_2.pdf